JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	600 fr.	350 fr.
Etranger	700 fr.	300 fr.

(Au comptant, à l'imprimerie : 25 fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 30 fr.
Etranger : Part en sus.

Prix du numéro

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

la ligne	20 f
Minimum	100 f
Chaque annonce répétée :	moitié prix ; minimum 100 f

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux inscriptions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1949

- 7 mars — Arrêté ministériel portant classement des centres de télécommunications des territoires d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 71-50/Cab. du 27 janvier 1950) 121
- 23 décembre — Décret n° 49-1613 relatif à l'attribution de la carte du Combattant. 122.
- 23 décembre — Arrêté interministériel relatif aux conditions d'attribution de la carte du Combattant 124
- 26 décembre — Décret n° 49-1655 portant attribution d'une indemnité pour services aériens aux parachutistes, pilotes et observateurs de l'Armée de terre. (Arrêté de promulgation n° 103-50/Cab. du 31 janvier 1950) 129

1950

- 10 janvier — Circulaire n° 1333 relative au passage des familles des fonctionnaires et des militaires servant outre-mer. 133
- 12 janvier — Arrêté ministériel fixant, pour l'année 1950, les contributions à verser par les budgets des chemins de fer, pour couvrir les dépenses de l'Office Central des chemins de fer de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 74-50/Cab. du 28 janvier 1950) 133
- 13 janvier — Décret n° 50-81 modifiant les conditions d'accès au concours des sections administratives de l'école nationale de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 72-50/Cab. du 27 janvier 1950) 134

- 20 janvier — Décret n° 50-105 complétant les dispositions de l'article 37 du décret du 3 juillet 1949, portant règlement sur les indemnités de route et de séjour, les concessions de passage et les frais de voyage des officiers, fonctionnaires, employés et agents civils et militaires des services coloniaux ou locaux. (Arrêté de promulgation n° 102-50/Cab. du 31 janvier 1950) 131
- 20 janvier — Décret n° 50-129 portant modification des conditions d'attribution et relèvement des taux de l'indemnité de réinstallation du personnel colonial. (Arrêté de promulgation n° 119-50/Cab. du 9 février 1950) 132
- 23 janvier — Décret n° 50-111 prorogeant le délai d'immatriculation prévu à l'article 3 du décret du 3 octobre 1949 fixant les modalités d'application de la loi du 12 avril 1949 relative à l'application aux militaires du régime de la sécurité sociale. (Arrêté de promulgation n° 113-50/Cab. du 6 février 1950) 134
- 23 janvier — Décret n° 50-124 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 14 avril 1924 sur les pensions civiles et militaires. (Arrêté de promulgation n° 118-50/Cab. du 9 février 1950) 135
- Distinctions honorifiques 136

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1949

- 31 octobre — N° 883-49 AE. — Arrêté supprimant le compte spécial cacao et les comptes de soutien et d'équipement de la production du café, du coton, de palmistes, de l'huile de palme, du tapioca, du ricin, des arachides et du cocotier, les remplaçant par un compte dit

	« compte de soutien et d'équipement de la production locale » et déterminant les dépenses de ce nouveau compte	136
31 décembre	— N° 1026-49/CFT. — Arrêté portant fixation des traitements du personnel du cadre local supérieur des chemins de fer et du wharf du Territoire	138
31 décembre	— N° 1027-49/CFT — Arrêté fixant les nouvelles rémunérations du personnel du cadre secondaire européen des chemins de fer et du wharf du Togo	138
31 décembre	— N° 1036-49/F. — Arrêté portant suppression ou regroupement de certains comptes hors Budget ouverts dans les écritures du Trésorier-Payeur	141
1950		
25 janvier	— N° 58-50/F. — Arrêté portant nomination d'une commission d'indemnisation des pertes et de reprise des bénéfices résultant de la modification des taux de change dans la zone franc	142
25 janvier	— N° 61-50/F. — Arrêté portant création d'une Caisse d'avances	142
25 janvier	— N° 63-50/F. — Arrêté portant ouverture de crédits supplémentaires au Budget Local — Exercice 1949	142
25 janvier	— N° 64-50/F. — Arrêté portant ouverture de crédits supplémentaires au Budget Local — Exercice 1950 et création d'une nouvelle rubrique.	143
25 janvier	— N° 65-50/CFT. — Arrêté autorisant un prélèvement sur le fonds de Renouvellement du Budget Annexe de l'Exploitation du Chemin de Fer et du Wharf	144
26 janvier	— N° 66-50/AE. — Arrêté réglementant les prix pratiqués par les restaurants et hôtels de clientèle européenne	145
28 janvier	— N° 75-50/AE. — Arrêté fixant le mode de vente de sucre en février 1950	145
28 janvier	— N° 76-50/D. — Arrêté rendant exécutoire la délibération n° 80-49/D. en date du 29 octobre 1949 de l'Assemblée Représentative du Togo portant modification du tarif fiscal de sortie	146
28 janvier	— N° 76-50 bis/AE. — Arrêté modifiant les valeurs mercantiles de certains produits à l'exportation	148
30 janvier	— N° 77-50/APA. — Arrêté fixant la date des élections pour le renouvellement en 1950 de la Chambre de Commerce du Togo	149
30 janvier	— N° 78-50/AE. — Arrêté mettant la farine sous le régime de la liberté de vente	150
30 janvier	— N° 79-50/F. — Arrêté autorisant, au bénéfice du budget local du Togo, un prélèvement sur la caisse de rajustement des prix	150

4 février	— N° 108-50/F. — Arrêté portant annulation de crédits du budget local du Togo — Exercice 1948 restés sans emploi au 31 mai 1948.	144
6 février	— N° 112-50/AE. — Arrêté fixant la date d'ouverture de la traite des cafés de la récolte 1949-1950.	150
9 février	— N° 117-50/APA. — Arrêté portant convocation des électeurs du 2 ^e collège du secteur électoral du cercle d'Anécho	151
6 février	— N° 120-50/P. — Arrêté portant modification à l'arrêté n° 984-49/P. du 18 décembre 1949 en ce qui concerne les nouvelles soldes des agents sanitaires	140
9 février	— N° 124-50/AE. — Arrêté créant une caisse de compensation gérée par la Chambre de Commerce et fixant le montant du versement effectué à cette caisse pour la campagne café 1949-1950	149
	Rectificatif au N° Spécial J. O. Togo n° 659 du 10 décembre 1949 publiant le nouveau tarif d'entrée et de sortie fixé par la délibération 24-49 du 25 avril 1949	147
	Additif à la décision n° 772-D/E. du 28 novembre 1949 fixant les dates d'examen et concours scolaires pour l'année 1950.	151
	Personnel	151
	Divers	156

COMMUNE MIXTE DE LOME.

1950

3 février	— N° 2/CM. — Arrêté municipal relatif au déplacement du marché à bois.	163
-----------	--	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

Avjs et communications

Avis de concours	} <i>Rédacteurs d'administration générale</i>	163	
		<i>Douanes</i>	163
		<i>Agents de police</i>	164
Avis d'examen (<i>Magistrature d'outre-mer</i>)		164	
Bulletin pluviométrique mensuel		167	
Domaines		164	
Nécrologie		168	
Extrait de Déclaration d'Association		168	
Augmentation capital S. C. Q. A.		168	
Modification Statuts de la S. C. I. A.		169	

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Postes et télécommunications**

ARRETE N° 71-50/Cab. du 27 janvier 1950.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, l'arrêté ministériel du 7 mars 1949 portant classement des centres de télécommunications des territoires d'outre-mer.

ARTICLE 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 janvier 1950.

Pour le Commissaire de la République en mission
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU

ARRETE ministériel du 7 mars 1949.

Le ministre de la France d'outre-mer,

Vu l'article 4 du décret du 23 août 1944 portant création d'un cadre général des transmissions coloniales;

Vu l'arrêté du 25 juillet 1945 fixant l'organisation et les attributions du service des transmissions coloniales au ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 47-2424 du 31 décembre 1947, portant modification de l'appellation du service des transmissions coloniales du ministère de la France d'outre-mer,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La classe attribuée aux centres de télécommunications des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer est fixée conformément au tableau ci-annexé.

ART. 2. — Le présent arrêté prendra effet à compter du 1er janvier 1947.

Fait à Paris, le 7 mars 1949.

Pour le ministre et par délégation :
Le chef adjoint du cabinet,
Albert BROS.

CENTRES DE TELECOMMUNICATIONS

1. — Centres radioélectriques.

A. — BRANCHE EXPLOITATION

Centres supérieurs.

Hors classe : 1; 1^{re} classe : 3; 2^e classe : 5. — Total : 9.

Classe exceptionnelle.

Néant.

Hors classe.

Bamaka T.S.F. (Afrique occidentale française).
1^{re} classe.

Abidjan T.S.F. (Afrique occidentale française).

Dakar T.S.F. (Afrique occidentale française).

Saïgon T.S.F. (Indochine).

2^e classe.

Brazzaville T.S.F. (Afrique équatoriale française).

Conakry T.S.F. (Afrique occidentale française).

Douala T.S.F. (Cameroun).

Tananarive T.S.F. (Madagascar).

Cotonou T.S.F. (Afrique occidentale française).

Centres ordinaires.

3^e classe : 11; 4^e classe : 11 — Total : 22.

3^e classe.

Majunga T.S.F. (Madagascar).

Hanoï T.S.F. (Indochine).

Hai-phong T.S.F. (Indochine).

Libreville T.S.F. (Afrique équatoriale française).

Lomé T.S.F. (Togo).

Niamey T.S.F. (Afrique occidentale française).

Nossi Be T.S.F. (Madagascar).

Tamatave T.S.F. (Madagascar).

Yaoundé T.S.F. (Cameroun).

Bangui T.S.F. (Afrique équatoriale française).

Fort Lamy T.S.F. (Afrique équatoriale française).

4^e classe.

Atar T.S.F. (Afrique occidentale française).

Batouri T.S.F. (Cameroun).

Gao T.S.F. (Afrique occidentale française).

N'Gaoundère T.S.F. (Cameroun).

Pnom Penh T.S.F. (Indochine).

Pointe Noire T.S.F. (Afrique équatoriale française).

Saint Louis T.S.F. (Afrique occidentale française).

Zinder T.S.F. (Afrique occidentale française).

Port Etienne T.S.F. (Afrique occidentale française).

Bobo Dioulasso T.S.F. (Afrique occidentale française).

Ziguinchor T.S.F. (Afrique occidentale française).

B. — BRANCHE TECHNIQUE

Centres supérieurs.

1^{re} classe : 4; 2^e classe : 4. — Total : 8.

Classe exceptionnelle.

Néant.

Hors classe.

Néant.

1^{re} classe.

Abidjan (Afrique occidentale française).

Bamako (Afrique occidentale française).

Saïgon (Indochine).

Dakar (Afrique occidentale française).
2^e classe.
Brazzaville (Afrique équatoriale française).
Tananarive (Madagascar).
Douala (Cameroun).
Dakar atelier radio (Afrique occidentale française).

Centres ordinaires.

3^e classe : 6 ; 4^e classe : 4. — Total : 10.

3^e classe.

Conakry (Afrique occidentale française).
Cotonou (Afrique occidentale française).
Hanoï (Indochine).
Dakar laboratoire radio (Afrique occidentale française).

Tananarive atelier radio (Madagascar).

Saïgon atelier radio (Indochine).

4^e classe.

Hai Phong (Indochine).
Majunga (Madagascar).
Niamey (Afrique occidentale française).
Yaoundé (Cameroun).

II. — CENTRES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS PAR FIL.

Centres supérieurs.

Hors classe : 1 ; 1^{re} classe : 1 ; 2^e classe : 4.

Hors classe.

Saïgon télégraphe et téléphone (Indochine).

1^{re} classe.

Saïgon atelier fil (Indochine).

2^e classe.

Dakar téléphone (Afrique occidentale française).

Tananarive télégraphe et téléphone (Madagascar).

Hanoï atelier fil (Indochine).

Tananarive atelier fil (Madagascar).

Centres ordinaires.

3^e classe : 1.

3^e classe.

Pnom Penh téléphone (Indochine).

Carte du combattant

DECRET N° 49-1613 du 23 décembre 1949

Le Président du Conseil des Ministres.

Sur le rapport du Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre, du Ministre de la Défense nationale, du Ministre des Finances et des Affaires économiques, du Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, du Ministre de la France d'Outre-Mer, du Ministre de la Marine marchande et du Secrétaire d'Etat aux Finances ;

Vu l'article 101 de la loi de finances du 19 décembre 1926, portant fixation du budget général de l'exercice 1927, dont le dernier alinéa est ainsi conçu :

« Il est créé une carte de combattant qui sera attribuée, dans les conditions fixées par un règlement d'administration publique, à toutes les personnes ayant droit de recourir à l'aide de l'Office national du combattant » ;

Vu le décret du 1^{er} juillet 1930, portant règlement d'administration publique, en exécution de l'article 101 de la loi des finances, du 19 décembre 1926 et fixant les conditions d'attribution de la carte du combattant ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 du décret du 1^{er} juillet 1930 est complété ainsi qu'il suit :

C. — Pour les opérations effectuées après le 2 septembre 1939.

1^o MILITAIRES

« Les militaires des Armées de terre, de mer et de l'air :

« 1^o Qui ont appartenu pendant trois mois consécutifs ou non, aux unités énumérées aux listes qui auront été établies par le Ministre de la Défense nationale et, s'il y a lieu, par le Ministre de la France d'Outre-Mer.

« Pour le calcul de la durée d'appartenance, les services accomplis au titre des opérations comprises entre le 2 août 1914 et le 2 septembre 1939 se cumulent entre eux et avec ceux effectués au titre des opérations postérieures au 2 septembre 1939. L'arrêté prévu à l'article 3 ci-après pourra prévoir des bonifications afférentes à des opérations effectuées dans des conditions exceptionnellement dangereuses ;

« 2^o Qui ont été évacués pour blessure reçue ou maladie contractée en service, alors qu'ils appartenaient aux unités énumérées aux listes susvisées, mais sans condition de durée de séjour dans ces unités ;

« 3^o Qui ont reçu une blessure de guerre, quelle que soit l'unité à laquelle ils ont appartenu, sans condition de durée de séjour dans cette unité ;

« 4^o Qui ont été, soit détenus comme prisonniers de guerre pendant six mois en territoire occupé par l'ennemi, soit immatriculés dans un camp en territoire ennemi, sous réserve d'avoir appartenu, au moment de leur capture, sans condition de durée de séjour et pendant la période où elle avait cette qualité, à une unité combattante ;

« 5^o Qui ont été, soit détenus comme prisonniers de guerre pendant six mois en territoire occupé par l'ennemi, soit immatriculés dans un camp en territoire ennemi, où ils ont été détenus pendant quatre-vingt-dix jours au moins, sous réserve d'avoir appartenu, antérieurement à leur capture, ou postérieurement à leur détention, sans condition de durée de séjour, et, pendant la période où elle avait cette qualité, à une unité combattante.

« Les durées de détention prévues aux paragraphes 4 et 5 pourront être réduites en ce qui concerne les combattants d'Indochine, par arrêté conjoint du Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre, du Ministre de la Défense nationale et du Ministre de la France d'Outre-Mer ;

« 6^o Qui, ayant été faits prisonniers, ont obtenu la médaille des évadés, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi du 30 octobre 1946 ;

« 7^o Qui, ayant été faits prisonniers, soit pourront se prévaloir des dispositions prises en application de l'article 13 de la loi du 25 mars 1949, relative au statut des combattants volontaires de la résistance, soit auront fait l'objet de la part de l'ennemi, pour actes qualifiés de résistance, de mesures de représailles et notamment de conditions exceptionnelles de détention ;

« 8^o Qui, Alsaciens et Mosellans, sans avoir servi dans l'armée française, satisferont aux conditions qui seront déterminées par l'arrêté prévu à l'article 3.

II. — RÉSISTANCE

« 1^o Les titulaires de la carte de déporté ou d'interné résistant délivrée en application des dispositions de la loi du 6 août 1948;

« 2^o Les titulaires de la carte de combattant volontaire de la résistance délivrée conformément aux dispositions de la loi du 25 mars 1949;

« 3^o Les agents et les personnes qui bien que ne remplissant pas les conditions susvisées, ont néanmoins effectivement pris part à la résistance dans les conditions déterminées par l'arrêté prévu à l'article 3 ci-après.

« 4^o Les personnes qui, sans remplir les conditions exigées pour les trois catégories précédentes pourront se prévaloir dans la résistance des circonstances particulières admises pour les militaires.

III. — MARINS DU COMMERCE

« 1^o Les membres de la marine marchande de la France combattante, visés par le décret du comité français de la libération nationale, en date du 1^{er} avril 1943;

« 2^o Les marins du commerce et de la pêche qui :

« a) Ont navigué pendant trois mois, consécutifs ou non, soit au commerce, soit à la pêche, en deuxième et troisième zone dans des régions et à des époques où la navigation donne droit à la qualité de combattant au personnel de la marine militaire;

« b) Ont appartenu à une station de pilotage ou ont été inscrits au rôle de remorqueur ou de bâtiment de servitude et ont accompli trois mois de services entre les dates et dans les conditions fixées pour chaque station et chaque port suivant la procédure déterminée à l'article 3;

« c) Ont appartenu aux équipages des navires visés aux paragraphes a et b, sous les conditions particulières prévues pour les militaires. »

ART. 2. — L'article 3 du décret du 1^{er} juillet 1930 est complété ainsi qu'il suit :

« Les modalités d'application des dispositions de l'article 2 C seront fixées par arrêtés conjoints des Ministres des Anciens combattants et victimes de la guerre, de la Défense nationale, des Finances et, quand il y aura lieu, de la France d'Outre-Mer et de la marine marchande. »

ART. 3. — L'article 4 du décret du 1^{er} juillet 1930 est complété ainsi qu'il suit :

« Les prisonniers de guerre qui ne peuvent se prévaloir des dispositions de l'article 2 C bien qu'ayant opposé une attitude de refus aux pressions des organismes servant l'ennemi bénéficieront, pour l'attribution de la carte de combattant, de la procédure du présent article.

« Sera examiné dans le cadre des dispositions du présent article, le cas des prisonniers de guerre qui, réunissant ou non les conditions fixées à l'article 2 C.

relèveront de certaines catégories définies par arrêté du Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre. »

ART. 4. — L'article 5 du décret du 1^{er} juillet 1930 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 5. — Les anciens combattants recevront, selon les règles ci-après déterminées, une carte d'identité spéciale, dite carte de combattant. Toutefois tiendra lieu provisoirement de carte de combattant un certificat constatant la qualité de combattant, qui sera délivré sur demande des intéressés dans des conditions déterminées par arrêté du Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre.

« N'ont pas droit à la carte de combattant les personnes non amnistiées condamnées par application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, instituant une Haute cour de justice, de l'ordonnance du 28 novembre 1944, relative à la répression des faits de collaboration et des textes subséquents, de l'ordonnance du 26 décembre 1944, portant modification et codification des textes relatifs à l'indignité nationale ou du code de justice militaire ».

ART. 5. — Les décret n^o 48-180 du 29 janvier 1948 et n^o 49-1123 du 2 août 1949 sont abrogés.

ART. 6. — Le Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre, le Ministre de la défense nationale, le Ministre des Finances et des Affaires économiques, le ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme, le ministre de la France d'Outre-Mer et le Secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 décembre 1949.

Georges BIDAULT.

Par le Président du Conseil des Ministres :

*Le ministre des anciens combattants
et victimes de la guerre,*

Louis JACQUINOT.

Le ministre de la défense nationale,
René PLEVEN.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
Maurice-PETSCHÉ.

*Le ministre des travaux publics,
des transports et du tourisme,*
Christian PINEAU.

Le ministre de la France d'outre-mer,
Jean LETOURNEAU.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
Edgar FAURE.

ARRETE interministériel du 23 décembre 1949.

Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, le ministre de la défense nationale, le ministre de la France d'Outre-mer, le ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme et le Secrétaire d'Etat aux Finances,

Vu l'article 101 de la loi des finances du 19 décembre 1926;

Vu le décret du 1^{er} juillet 1930, modifié et complété par le décret n° 49.1613 du 23 décembre 1949;

Vu l'avis de l'Office national des Anciens combattants et victimes de la guerre,

ARRETEMENT :

ARTICLE PREMIER. — Conformément aux dispositions de l'article 3 du décret du 1^{er} juillet 1930, modifié par le décret du 23 décembre 1949, le présent arrêté a pour objet de déterminer les modalités d'attribution de la carte du combattant au titre des opérations effectuées après le 2 septembre 1939.

TITRE 1^{er}

Militaires des Armées de Terre, de mer et de l'Air

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 2. — Sont considérés comme combattants les militaires ayant appartenu pendant trois mois, consécutifs ou non :

A. — Armée de Terre

Aux unités figurant sur les listes des unités combattantes qui ont été ou seront publiées au *Bulletin officiel* du ministère des forces armées (Secrétariat d'Etat à la guerre), en application de la circulaire n° 5704 E. M. A./30 du 23 mai 1946 (*B. O.* n° 23, année 1946, p. 837) définissant l'unité combattante et les zones de combat pour les périodes allant du 3 septembre 1939 au 8 mai 1945 et postérieurement à cette date.

B. — Armée de Mer

Aux unités énumérées dans l'arrêté du Secrétaire d'Etat à la Marine, en date du 29 décembre 1947 (*B. O. Marine* n° 45 du 31 décembre 1947) fixant la liste des bâtiments et unités sur pied de guerre, du 3 septembre 1939 au 8 mai 1945, en son annexe 1 et dans les conditions suivantes :

Bâtiments, unités et formations donnant droit à la bonification du double en sus :

1^o Bâtiments de la flotte principale, de la flotte auxiliaire, bâtiments du commerce et de la pêche ;

2^o Formations et unités à terre :

a) Organes de commandement, uniquement pendant la période au cours de laquelle :

Ils ont stationné dans une zone effectivement soumise à l'action de l'ennemi ;

Certains de leurs membres et ceux-là seuls, ont appareillé en mission sur un bâtiment réputé unité combattante ;

b) Formations à terre, ayant effectivement combattu en France et à l'étranger ;

3^o Aéronautique navale :

a) Formations aériennes (personnel navigant) ;
b) Bases de l'aéronautique navale, uniquement pendant la période au cours de laquelle elles ont effectivement été soumises à l'action de l'ennemi.

Pour le personnel de l'aéronautique navale les règles, notamment en matière d'équivalence, sont celles qui sont appliquées au personnel de l'Armée de l'air.

C. — Armée de l'air

Aux unités engagées dont les listes ont été ou seront publiées au *Journal officiel* en ce qui concerne le personnel de l'Armée de l'air et des unités de parachutistes actuellement unités aéroportées, à la condition d'avoir été admis au bénéfice d'une majoration de campagne double d'au moins 180 jours, correspondant à 90 jours consécutifs ou non d'appartenance et ce, conformément à la réglementation en vigueur.

Pour l'application des dispositions relatives à la qualité de combattant uniquement, l'exécution d'une mission de guerre, telle qu'elle est définie à l'alinéa 2^o ci-dessus et, pour le personnel des unités de parachutistes, d'un saut effectué en zone de combat ou à l'arrière des lignes adverses donne droit, par équivalence, à quarante jours de majoration pour campagne double.

Dans ce cas, ne pourront entrer dans le décompte des 180 jours, les journées au cours desquelles auront été exécutées les missions aériennes de guerre ou les sauts visés à l'alinéa précédent, missions et sauts qui eux-mêmes, donnent droit à des majorations par équivalence.

Le personnel de l'Armée de l'air et des unités de parachutistes (actuellement troupes aéroportées) ayant participé à cinq missions aériennes de guerre ou sauts au cours des opérations et dans les zones déterminées par les instructions réglementant le bénéfice de la campagne double.

Par mission aérienne de guerre, il faut entendre tout vol, saut ou ascension de guerre ayant fait l'objet d'un ordre d'opération émanant d'une autorité française ou alliée qualifiée et d'un échelon de commandement égal ou supérieur à celui du commandant de groupe ou d'unité assimilée.

Les missions telles que le vol d'instruction, d'essai ou d'entraînement ne sont pas qualifiées missions de guerre.

D'autre part, lorsque le personnel de l'Armée de l'air a participé à des opérations terrestres ou navales, les règles édictées pour l'attribution de la qualité de combattant au personnel des Armées de terre ou de mer lui sont applicables. Pour le personnel de l'aéronautique navale, les règles, notamment en matière d'équivalence, sont celles qui sont appliquées au personnel de l'Armée de l'air.

ART. 3. — Sont considérés comme combattants, sous réserve d'avoir appartenu aux unités figurant sur les listes des unités combattantes visées à l'article 2 ci-dessus, mais sans condition de durée de séjour dans ces unités, les militaires des Armées de terre, de mer et de l'air qui ont été évacués pour blessure reçue ou maladie contractée en service alors qu'ils appartenait à ces unités.

ART. 4. — Sont considérés comme combattants les militaires des Armées de terres, de mer et de l'air.

1^o Qui ont été :

a) Soit détenus comme prisonniers de guerre pendant six mois en territoire occupé par l'ennemi,

Soit immatriculés dans un camp en territoire ennemi, sous réserve d'avoir appartenu au moment de leur capture, sans condition de durée de séjour et pendant la période où elle avait cette qualité, à une unité combattante;

b) Soit détenus comme prisonniers de guerre pendant six mois en territoire occupé par l'ennemi,

Soit immatriculés dans un camp en territoire ennemi où ils ont été détenus pendant quatre-vingt dix jours au moins, sous réserve d'avoir appartenu antérieurement à leur capture ou postérieurement à leur détention, sans condition de durée de séjour et pendant la période où elle avait cette qualité, à une unité combattante ;

2^o Qui, ayant été faits prisonniers, ont obtenu la médaille des évadés, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi du 30 octobre 1946 ;

3^o Qui, ayant été faits prisonniers, soit pourront se prévaloir des dispositions prises en application de l'article 13 de la loi du 25 mars 1949, relative au statut des combattants volontaires de la résistance, soit auront fait l'objet de la part de l'ennemi, pour actes qualifiés de résistance, de mesures de représailles et notamment de conditions exceptionnelles de détention.

ART. 5. — Sont considérés comme combattants, quelle que soit l'unité à laquelle ils ont appartenu, sans condition de durée de séjour dans cette unité, les militaires des Armées de terre, de mer et de l'air qui ont reçu une blessure de guerre.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

ART. 6. — Sont considérés comme combattants :

1^o Les militaires qui ont participé effectivement pendant quatre-vingt dix jours au moins aux combats livrés en Indochine contre les Japonais ou contre les rebelles, à dater du 9 mars 1945 ;

2^o Les militaires qui ont séjourné pendant quatre-vingt dix jours au moins dans la brousse indochinoise, à dater du 9 mars 1945 ;

3^o Les parachutistes remplissant les conditions suivantes :

Avoir été parachuté en Indochine à dater du 9 mars 1949 ;

a) Pour une mission spéciale ;

b) Avec une unité combattante, chaque parachutage donnant droit à une équivalence de quarante cinq jours pour les militaires visés au paragraphe A et à une bonification de vingt jours pour les militaires visés au paragraphe B.

CHAPITRE III

CAS RENVOYÉS A LA PROCÉDURE DE L'ARTICLE 4 DU DÉCRET DU 1^{er} JUILLET 1930

Section 1^{re}

Cas renvoyés à la procédure de l'article 4 pour application éventuelle de bonifications

ART. 7. — Les militaires ne pouvant totaliser le temps de présence effectif exigé à l'article 2 ci-dessus et qui apportent la preuve de leur participation à des opérations de combats limitativement désignées sont admis à faire valoir leur droit en s'appuyant sur les termes du présent article et en se conformant à la procédure prévue par l'article 4 du décret du 1^{er} juillet 1930.

La liste de ces combats et des bonifications y afférentes sera établie par un arrêté conjoint du ministre de la défense nationale et du ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre, après avis de l'Office national des Anciens combattants et victimes de la guerre et d'une commission créée à cet effet.

ART 8. — La commission prévue à l'article 7 du présent arrêté est constituée par le Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre.

Elle est présidée par un délégué du Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre et comprend, avec voix consultative, un représentant de l'Office national des Anciens combattants et victimes de la guerre et des représentants des Ministres de la défense nationale et de la France d'Outre-mer.

Deux représentants de l'Assemblée nationale et un représentant du Conseil de la République peuvent participer aux travaux de cette commission.

Elle est composée :

a) Pour la moitié : de représentants des engagés et mobilisés à partir du 3 septembre 1939 et qui peuvent prétendre, à un autre titre, à la carte du combattant ;

b) Pour un quart : de titulaires de la carte du combattant pour la guerre de 1914-1918 et qui peuvent prétendre d'obtenir au titre de la guerre 1939-1945 dans une catégorie autre que celle des engagés et mobilisés, à partir du 3 septembre 1939 ;

c) Pour un quart : de représentants d'autres catégories qui peuvent prétendre à la carte du combattant.

Les propositions de la commission sont faites à la majorité des deux tiers des voix.

Section II

Cas renvoyés pour l'examen de certaines situations individuelles

ART. 9. — Ne peuvent prétendre à la carte du combattant, sauf recours à la procédure prévue à l'article 4 du décret du 1^{er} juillet 1930, les militaires appartenant à l'une des catégories définies ci-dessous :

A. — Rapatriés dans des conditions autres que celles prévues par la convention de Genève.

Sont considérés, pour l'application de cette disposition, comme rapatriés dans les conditions prévues par la convention de Genève :

1^o Les anciens combattants de 1914-1918 rapatriés comme tels;

2^o Les cas sociaux, à savoir : les pères de familles nombreuses, les veufs avec un enfant et les soutiens de famille.

Sous réserve qu'ils aient appartenu à la catégorie en cause au moment même de leur rapatriement.

B. — En situation irrégulière provenant de l'initiative non contrainte de l'intéressé, à savoir :

1^o Officiers prisonniers de guerre, volontaires pour le travail au service de l'économie ennemie;

2^o Prisonniers de guerre transformés en travailleurs civils avant le 8 novembre 1942;

3^o Prisonniers de guerre de tous grades ayant travaillé sous contrat individuel les liant à la puissance détentrice et, par extension, les prisonniers de guerre ayant accepté de travailler au service de la W. O. L. ou organismes similaires;

4^o Prisonniers de guerre ayant appartenu à l'administration dite « service diplomatique des prisonniers de guerre » ou à des organismes similaires.

C. — Ayant mis leur activité au service de l'ennemi en tant que :

1^o Rédacteurs de quotidiens ou périodiques préconisant la collaboration politique ou militaire avec l'ennemi;

2^o Militants de groupes ou cercles ayant personnellement préconisé la collaboration.

ART. 10. — Ne peuvent obtenir la carte du combattant, sauf recours à la procédure citée au premier alinéa de l'article 7. les militaires convaincus par l'autorité militaire compétente, soit de n'avoir pas participé jusqu'à leur achèvement, collectivement ou individuellement, aux opérations de combat menées sur le territoire métropolitain à l'effet de contenir l'avance de l'envahisseur, soit d'avoir personnellement abandonné le combat, à moins que la rupture du combat, individuelle ou collective, n'ait été provoquée par suite d'ordres explicitement donnés par l'autorité militaire dont ils dépendaient directement.

ART. 11. — Demeurent valables les oppositions expresses et motivées à l'attribution de la carte du combattant aux militaires, faites par les représentants autorisés des associations nationales de combattants de la catégorie dont ils sont susceptibles de dépendre, siégeant au conseil d'administration de l'Office national des Anciens combattants et victimes de la guerre, à condition que ces oppositions aient été formulées avant le 5 mai 1949.

TITRE II

Membres de la Résistance

CHAPITRE 1^{er}

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 12. — Sont considérés comme combattants, les titulaires de la carte de déporté ou d'interné résistant, délivrée en application des dispositions de la loi du 6 août 1948 et du décret du 25 mars 1949.

Sont considérés comme combattants les titulaires de la carte du combattant volontaire de la résistance délivrée conformément aux dispositions de la loi du 25 mars 1949 et du décret qui sera pris pour son application.

Les demandes des personnes visées aux alinéas ci-dessus sont instruites selon les dispositions fixées à l'article 30 ; elles doivent être accompagnées d'une copie certifiée conforme soit de la carte de déporté ou d'interné de la résistance délivrée conformément aux dispositions du décret du 25 mars 1949, soit de la carte de combattant volontaire de la résistance délivrée conformément aux dispositions de la loi du 25 mars 1949 et du décret qui sera pris pour son application.

ART 13. — 1^{er} Sont considérés comme combattants :

a) Les agents des Forces françaises combattantes, Les agents de la résistance intérieure française,

Les agents de la résistance extramétropolitaine française, ayant appartenu pendant trois mois consécutifs ou non, aux formations figurant sur les listes des unités combattantes ou assimilées;

b) Les membres des Forces françaises de l'intérieur ayant combattu pendant trois mois consécutifs ou non pendant les périodes de combats qui seront déterminées par régions militaires,

Les reconnaissances de ces formations ou de ces périodes de combat seront publiées au *Bulletin officiel* des Forces armées sur proposition d'une commission spéciale siégeant à l'Office national des Anciens combattants et victimes de la guerre et présidée par un officier supérieur désigné par le ministre de la défense nationale, choisi en dehors de la commission.

La commission est composée comme suit :

Un représentant du ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre;

Le directeur de l'office national des Anciens combattants et victimes de la guerre ou son représentant;

Trois représentants du ministre de la défense nationale (1 de l'Air, 1 de la guerre, 1, de la Marine);

Trois représentants des F.F.C.;

Trois représentants des F.F.I.;

Trois représentants de la R.I.F.;

Et un représentant du M.N.P.G.D.

Les représentants des F.F.C., des F.F.I. et de la R.I.F. sont désignés par décision interministérielle sur proposition des commissions nationales intéressées.

Pour terminer la qualité d'unité combattante, aux formations de la résistance extramétropolitaine, cette commission comportera en outre :

Un représentant du Ministre de la France d'Outre-Mer ;

Trois représentants de la résistance extramétropolitaine (dont 1 pour l'Indochine, 1 pour la Tunisie, 1 pour les autres territoires).

Ces représentants sont désignés par le Ministre des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre en accord avec les Ministres intéressés.

Le Secrétariat de la commission est assuré par un fonctionnaire de l'Office national des Anciens combattants et victimes de la guerre ;

2° Les demandes des personnes visées au présent article sont adressées par les intéressés, aux offices départementaux ou aux offices de la France d'Outre-Mer de leur résidence.

Les dossiers doivent comporter une copie certifiée conforme de l'attestation délivrée aux demandeurs par les soins de l'autorité militaire compétente. Toutefois, les agents qui ne seraient pas, lors du dépôt de leur demande, en possession de ladite attestation, seront soumis à la procédure instituée à l'article 16.

Tous les dossiers sont envoyés à l'Office national des Anciens combattants et victimes de la guerre pour être soumis à la décision du Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre, après avis de la commission prévue au présent article, mais dont le président est alors désigné par le Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre. Cette commission ne se réserve que les dossiers de ceux qui ne remplissent pas les conditions requises au 1° du présent article.

En outre, il est adjoint à la commission trois membres pris dans le sein de la commission instituée pour l'application de l'article 4 du décret du 1^{er} juillet 1930.

Pour juger des cas individuels de la résistance extramétropolitaine, la commission est complétée comme prévue au 1° du présent article.

ART. 14. — Sont considérés comme ayant droit à la qualité de combattant les personnes arrêtées par les autorités du Reich ou de ses alliés, par l'autorité de fait de l'Etat français ou par les polices civiles ou militaires d'un pays en conflit avec la France, même après le 8 mai 1945, si elles détiennent une attestation de déporté ou d'interné politique (modèle A) délivrée par le Ministère des Anciens combattants et victimes de la guerre, à condition :

1° Soit de détenir une attestation délivrée par l'autorité militaire compétente, la reconnaissant comme ayant été homologuée au titre : F.F.C., F.F.I., R.I.F. ;

2° Soit de faire la preuve que l'arrestation a été motivée par un acte d'aide volontaire apportée aux réseaux, formations ou mouvements reconnus à titre F.F.C., F.F.I., R.I.F. ou aux membres individuels de ces formations ;

3° Soit de faire la preuve que l'arrestation a été motivée par un acte caractérisé de lutte civile ou militaire contre l'ennemi.

ART. 15. — Sont considérées comme ayant droit à la qualité de combattant les personnes déportées ou internées pendant quatre-vingt dix jours consécutifs qui détiennent une attestation de déporté ou d'interné politique (modèle A) délivrée par le Ministère des Anciens combattants et victimes de la guerre et à condition :

1° Soit de faire la preuve de leur appartenance aux organisations de résistance créées à l'intérieur des lieux de détention par des représentants qualifiés de la résistance internés ou déportés ;

2° Soit de faire la preuve d'avoir accompli un acte caractérisé de lutte civile ou militaire au bénéfice des organisations de résistance visées au paragraphe pré-

cedent ou au bénéfice des membres individuels de ces organisations.

ART. 16. — Sont considérées comme ayant droit à la qualité de combattant les personnes qui :

1° Ont reçu dans l'exécution d'un acte qualifié de résistance ou de combat, une blessure homologuée comme blessure de guerre ou reçue en service commandé ;

2° Ont été blessées ou torturées au cours de leurs interrogatoires ou pendant leur détention, à condition que les conséquences des blessures, maladies contractées ou aggravées, ou des tortures soient susceptibles d'ouvrir droit à une pension d'invalidité égale ou supérieure à 10 p. 100 ;

3° Qui répondant aux dispositions des articles 14 et 15, se sont évadés avant le 1^{er} mars 1945 d'un lieu de détention.

Cette date est reportée au 10 août 1945 pour les internés d'Indochine.

ART. 17. — 1° Peuvent être considérées comme ayant la qualité de combattant les personnes qui ne répondent pas aux dispositions des articles 12 et 13 mais qui justifient :

a) Soit par le rapport motivé émanant du liquidateur responsable de l'organisme au compte duquel elles ont opéré ;

b) Soit par deux témoignages circonstanciés établis par des personnalités, notoirement connus pour leur action dans la résistance, étant précisé que ces témoignages sont certifiés sur l'honneur et qu'ils engagent la responsabilité de leurs signataires, dans les conditions prévues par l'article 366 du code pénal ;

Avoir accompli pendant trois mois consécutifs ou non, l'un ou plusieurs des actes individuels de résistance énumérés limitativement ci-dessous :

Création et direction aux échelons nationaux, régionaux et départementaux, d'organisation de résistance reconnues ;

Détention volontaire de matériel clandestin d'impression ;

Rédaction, impression, transport ou distribution habituels de tracts ou journaux clandestins, établis par une organisation reconnue ;

Fabrication habituelle et non rétribuée de pièces d'identité pour des membres de la résistance ;

Transport ou détention volontaire d'armes ou d'explosifs dans un but de résistance ;

Fabrication de matériel de radio destiné aux émissions et réception de postes clandestins utilisés pour la résistance ;

Fourniture volontaire gratuite et habituelle de locaux aux réunions de groupes clandestins ;

Hébergement gratuit et habituel de résistants traqués ou blessés au cours d'une action militaire de militaires français ou alliés évadés ou de parachutistes des armées alliées ;

Passage habituel, à titre gratuit, de résistants ou militaires évadés hors du territoire ennemi ou occupé vers la France occupée, la France libre ou les pays alliés ;

Destruction habituelle de voies de communication ou d'installation ferroviaire, portuaire ou fluvial.

2^o Les demandes des personnes visées au présent article sont instruites selon les dispositions fixées à l'article 13 (§ 2).

ART. 18. — Pour le calcul des trois mois requis aux articles 13 et 17, le temps de présence exigé est réduit de moitié pour les enrôlés volontaires dans les Forces françaises de l'intérieur qui n'avaient pas, lors de la dissolution de leur formation militaire d'action, l'âge de dix-sept ans révolus.

CHAPITRE II

CAS RENVOYÉS A LA PROCÉDURE DE L'ARTICLE 4 DU DÉCRET DU 1^{er} JUILLET 1930

Section 1^{re}

Cas renvoyés à la procédure de l'article 4 pour application éventuelle de bonifications

ART. 19. — Les membres de la résistance ne pouvant totaliser le temps de présence effectif exigé à l'article 13 ou 17 ci-dessus et qui apportent la preuve de leur participation à des opérations de combat limitativement désignées sont admis à faire valoir leur droit en s'appuyant sur les termes du présent article et en se conformant à la procédure prévue à l'article 4 du décret du 1^{er} juillet 1930.

La liste de ces combats et des bonifications y afférentes sera établie par un arrêté conjoint du Ministre de la Défense nationale et du Ministre des Anciens combattants et victimes de la guerre, après avis de l'Office national des Anciens combattants et Victimes de la Guerre et de la commission créée à l'article 13 (1^o).

Section II

Cas renvoyés pour l'examen de certaines situations individuelles

ART. 20. — Ne peuvent prétendre à la carte du combattant, sauf recours à l'article 4 du décret du 1^{er} juillet 1930, les personnes visées aux articles du présent titre et qui ont fait l'objet d'une opposition expresse de la part des représentants autorisés d'associations de la catégorie dont ils sont susceptibles de dépendre, siégeant au conseil d'administration de l'Office national des Anciens combattants et victimes de la guerre, à condition que cette opposition ait été formulée avant le 5 mai 1949.

TITRE III

Marins de Commerce

CHAPITRE 1^{er}

DIPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 21. — Sont considérés comme combattants les membres de la Marine marchande de la France combattante visés par le décret du Comité français de la libération nationale, en date du 1^{er} avril 1943.

ART. 22. — Sont considérés comme combattants les marins de commerce et de la pêche qui :

1^o Ont navigué pendant trois mois, consécutifs ou non, soit au commerce, soit à la pêche, en deuxième et troisième zone, dans des régions et à des époques où la navigation donne droit à la qualité de « combattant » au personnel de la Marine militaire ;

2^o Ont appartenu à une station de pilotage ou ont été inscrits au rôle de remorqueur ou de bâtiment de servitude et ont accompli trois mois de services entre les dates et dans les conditions fixées pour chaque station et chaque port suivant la procédure déterminée à l'article 3 du décret du 23 décembre 1949 ;

3^o Ont appartenu aux équipages des navires visés au précédent alinéa, sous les conditions prévues aux articles 2, 3, 4 et 5 du présent arrêté.

CHAPITRE II

CAS RENVOYÉS A LA PROCÉDURE DE L'ARTICLE 4 DU DÉCRET DU 1^{er} JUILLET 1930

Section 1^{re}

Cas renvoyés à la procédure de l'article 4 pour application éventuelle de bonifications

ART. 23. — Pour le calcul des trois mois, une bonification de vingt-cinq jours sera accordée au personnel présent à bord d'un navire ayant été appelé à participer aux opérations d'évacuation de Dunkerque ou à des opérations d'évacuations analogues déterminées par arrêtés conjoints du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre et du ministre chargé de la Marine marchande.

Ce personnel bénéficiera, en outre, des bonifications accordées aux militaires pendant la durée de leur séjour dans les dites zones d'opérations, conformément aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté.

ART. 24. — Des bonifications pourront également être accordées au personnel d'un navire ayant été appelé à participer à des opérations destinées à venir en aide à la résistance. Elles seront déterminées par arrêtés conjoints du ministre des anciens combattants et victimes de la guerre et du ministre chargé de la marine marchande.

Section II

Cas renvoyés pour l'examen de certaines situations individuelles

ART. 25. — Les marins de commerce visés aux articles 21 et 22 qui, faits prisonniers de guerre, entraient dans les cas visés à l'article 9 du présent arrêté.

ART. 26. — Les oppositions expresses et motivées à l'attribution de la carte du combattant aux marins de commerce, faites par les représentants autorisés des associations nationales de la catégorie dont ils sont susceptibles de dépendre siégeant au conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de la guerre, demeurent valables à condition qu'elles aient été formulées avant le 5 mai 1949.

TITRE IV

Dispositions communes

ART. 27. — Peuvent bénéficier des dispositions du présent arrêté :

1^o Les Français et Françaises, les ressortissants d'un territoire de l'Union française ou d'un pays sous protectorat ou mandat français;

2^o Les étrangers ayant combattu sous le drapeau, le pavillon ou sous l'autorité d'un Haut commandement français, ou allié qualifié au cours d'opérations auxquelles ont participé les Forces françaises.

ART. 28. — Pour l'attribution de la carte du combattant, la durée d'appartenance ou de présence acquise pour les opérations antérieures au 3 septembre 1939 se cumule avec la durée qui aura été admise au titre des opérations postérieures à cette date.

ART. 29. — Le temps d'appartenance ou de présence acquis au cours de chaque phase du conflit sera totalisé dans le décompte final, en vue de l'attribution de la carte du combattant, selon les termes des différents titres du présent arrêté.

ART. 30. — Les demandes des personnes visées au présent arrêté sont adressées par les intéressés aux Offices départementaux ou aux offices de la France d'Outre-Mer de leur résidence.

Elles sont obligatoirement établies sur des formules délivrées par les offices.

ART. 31. — La carte du combattant, créée par l'article 101 de la loi de finances du 19 décembre 1926, sera refusée ou retirée aux personnes non amnistiées condamnées par application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, instituant une haute cour de justice, de l'ordonnance du 28 novembre 1944, relative à la répression des frais de collaboration et des textes subséquents, de l'ordonnance du 26 décembre 1944, portant modification et codification des textes relatifs à l'indemnité nationale, ou du code de justice militaire.

ART. 32. — Des arrêtés ultérieurs fixeront les conditions d'application du décret du 23 décembre 1949 :

1^o Aux Alsaciens et Mosellans (prisonniers, déserteurs de l'armée allemande, insoumis et incorporés dans des conditions exclusives de toute intention de coopérer à l'effort de guerre de l'ennemi);

2^o Aux militaires ou personnes ayant participé postérieurement à la date légale de cessation des hostilités à des opérations sur des théâtres extérieurs.

ART. 33. — L'arrêté du 4 mai 1948 est abrogé.

ART. 34. — Le ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, le ministre de la défense nationale, le ministre des Finances et des Affaires économiques, le ministre de la France d'Outre-mer et le ministre chargé de la Marine marchande sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 décembre 1949.

*Le ministre des anciens combattants
et victimes de la guerre,*
Louis JACQUINOT.

Le ministre de la défense nationale,
René PLEVEN.

*Le ministre des travaux publics,
des transports et du tourisme,*
Christian PINEAU.

Le ministre de la France d'outre-mer,
Jean LETOURNEAU.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
Edgar FAURE.

Indemnités

ARRETE N° 103-50/Cab. du 31 janvier 1950.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 49-1655 du 26 décembre 1949 portant attribution d'une indemnité pour services aériens aux parachutistes, pilotes et observateurs de l'armée de terre.

ART. 2. Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 janvier 1950.
Pour le Commissaire de la République en mission
Le Secrétaire Général
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU

DECRET N° 49-1655, du 26 décembre 1949.

Le président du conseil des ministres :

Sur le rapport du ministre de la défense nationale, du Ministre de la France d'outre-mer du Secrétaire d'Etat aux forces armées, du Ministre des Finances et des Affaires économiques, du Secrétaire d'Etat aux Finances et du Secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique et de la Réforme administrative;

Vu l'ordonnance n° 45-1380 du 23 juin 1945, portant réforme générale du régime de solde des militaires et assimilés des armées de terre, de mer et de l'air, et notamment son article 8;

Vu le décret n° 45-1386 du 23 juin 1945, fixant le régime de solde des militaires de l'armée de terre;

Vu les dispositions des articles 4, 5, 6, et 7 du décret n° 45-1681 du 29 juillet 1945, fixant le régime de solde des militaires de l'armée de l'air, relatives à la solde à l'air;

Vu le décret n° 48-1124 du 13 juillet 1948, instituant une majoration de reclassement en faveur des personnels de l'Etat au titre de la première tranche du reclassement de la Fonction publique, et notamment son article 6;

Vu le décret du 27 mai 1948, portant fixation de la quotité du prélèvement à effectuer au profit du Fonds de prévoyance de l'Aéronautique;

Le Conseil des Ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une indemnité pour services aériens est allouée en temps de paix :

D'une part,

Aux militaires titulaires d'un brevet de parachutiste, appartenant aux formations aéroportées de l'Armée de terre, ainsi qu'aux militaires nominativement désignés pour assurer des missions entrant dans le cadre des formations aéroportées;

Aux pilotes et observateurs, titulaires du brevet de pilote et de celui d'observateur en avion appartenant aux formations d'avions d'observation d'artillerie, sous condition que les diverses catégories énumérées ci-dessus exécutent les épreuves périodiques de contrôle d'entraînement fixées par arrêté ministériel;

D'autre part,

Aux élèves parachutistes ainsi qu'aux élèves pilotes et élèves observateurs appartenant aux formations d'avions d'observation d'artillerie qui exécutent les épreuves périodiques de contrôle de l'entraînement fixées par arrêté ministériel.

Les effectifs des personnels pouvant bénéficier de cette indemnité seront fixés par la loi des cadres et effectifs militaires.

Les conditions d'indemnisation en temps de guerre des personnels visés par le présent article sont fixées par des dispositions spéciales.

ART. 2. — L'indemnité pour services aériens comporte deux taux qui sont fixés en pourcentage de la solde de base.

L'indemnité au taux n° 1 est acquise aux militaires détenteurs d'un brevet de pilote, d'observateur ou de parachutiste militaire.

L'indemnité au taux n° 2 est acquise aux militaires effectuant des vols ou des sauts en vue de l'obtention d'un tel brevet (à compter de la date d'exécution du du premier service aérien commandé).

ART. 3. — Les différents taux de l'indemnité pour services aériens sont fixés ainsi qu'il suit :

TAUX N° 1

Officiers

L'indemnité pour services aériens est égale à 50% de la solde de base de l'échelle de solde des officiers de toutes armes et services. Toutefois, quel que soit le grade de l'officier, cette indemnité ne peut excéder en valeur absolue celle attribuée à un commandant

classé à l'indice 410, ni être inférieure en valeur absolue à celle attribuée à un capitaine classé à l'indice 300.

Sous-officiers et caporaux-chefs à solde mensuelle

L'indemnité pour services aériens est égale à 50% de la solde de base fixée à l'échelle n° 2 des militaires non officiers à solde mensuelle de toutes armes et services bénéficiaires de l'échelle de solde n° 2.

Caporaux et soldats servant au-delà de la durée légale

L'indemnité pour services aériens est égale à 50% de la solde de base fixée à l'échelle n° 2.

Militaires non officiers servant pendant la durée légale

L'indemnité pour services aériens est égale à 50% de la solde de base du soldat de 2^e classe servant après la durée légale, au premier échelon, fixée à l'échelle n° 2.

TAUX N° 2

Officiers

L'indemnité pour services aériens est égale à 25% de la solde de base de l'échelle des officiers de toutes armes et services. Toutefois, quel que soit le grade de l'officier, cette indemnité ne peut excéder en valeur absolue celle attribuée à un commandant classé à l'indice 410, ni être inférieure en valeur absolue à celle attribuée à un capitaine classé à l'indice 300.

Sous-officiers et caporaux-chefs à solde mensuelle

L'indemnité pour services aériens est égale à 25% de la solde de base fixée à l'échelle n° 2 des militaires non officiers à solde mensuelle de toutes armes et services, bénéficiaires de l'échelle de solde n° 2.

Caporaux et soldats servant au-delà de la durée légale

L'indemnité pour services aériens est égale à 25% de la solde de base fixée à l'échelle n° 2.

Militaires non officiers servant pendant la durée légale

L'indemnité pour services aériens est égale à 25% de la solde de base du soldat de 2^e classe servant après la durée légale au premier échelon, fixée à l'échelle n° 2.

ART. 4. — L'indemnité pour services aériens est allouée, en temps de guerre, aux officiers de l'active et des réserves, ainsi qu'aux militaires non officiers, de l'active et des réserves, qui réunissent les conditions requises aux articles 1^{er} et 2.

ART. 5. — La quotité du prélèvement à effectuer sur l'indemnité pour services aériens au profit du fonds de prévoyance de l'Aéronautique est fixée annuellement par décret contresigné par les ministres intéressés et par le ministre des Finances.

ART. 6. — L'allocation de l'indemnité pour services aériens se cumule avec les différentes indemnités, primes et allocations diverses susceptibles d'être payées aux militaires des Armées de terre.

ART. 7. — L'indemnité pour services aériens est également applicable aux personnels stationnés dans les territoires occupés en Allemagne et en Autriche, dans les départements d'Outre-mer, en Afrique du nord et dans les territoires relevant du ministère de la France d'Outre-mer.

A titre provisoire, les tarifs applicables dans l'ensemble de ces territoires sont ceux qui résultent des pourcentages ainsi que des maxima et des minima fixés à l'article 3 ci-dessus, se rapportant aux soldes de base applicables dans la Métropole pour les différents grades et échelons.

En cas de disparité entre le franc et la monnaie circulant dans les divers territoires extramétropolitains, le montant de l'indemnité pour services aériens, libellé en francs, est payable pour sa contre-valeur en monnaie locale, suivant la parité en vigueur au jour du règlement; toutefois, les rappels sont payés suivant la parité en vigueur pendant la période au cours de laquelle ils ont été acquis.

ART. 8. — La solde à l'air prévue par le décret n° 45-1681, du 29 juillet 1945, cesse d'être allouée aux militaires visés à l'article 1^{er} ci-dessus.

ART. 9. — Le ministre de la défense nationale et le secrétaire d'Etat aux Forces armées, le ministre de la France d'Outre-mer, le ministre des Finances et des Affaires économiques, le secrétaire d'Etat aux Finances et le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui aura effet à compter du 1^{er} janvier 1948 et sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 28 décembre 1949.

Georges BIDAULT.

Par le Président du Conseil des ministres :

Le ministre de la défense nationale,
R. PLEVEN.

*Le ministre des finances
et des affaires économiques,*
Maurice-PETSCHÉ.

Le ministre de la France d'outre-mer,
Jean LETOURNEAU.

Le secrétaire d'Etat aux forces armées,
Max LEJEUNE.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
Edgar FAURE.

*Le secrétaire d'Etat chargé de la
fonction publique et de la
réforme administrative,*
Jean BIONDI.

ARRETE N° 102-50/Cab. du 31 janvier 1950.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo, le décret n° 50-105 du 20 janvier 1950 complétant les dispositions de l'article 37 du décret du 3 juillet 1897, portant règlement sur les indemnités de route et de séjour, les concessions de passage et les frais de voyage des officiers, fonctionnaires, employés et agents civils et militaires des services coloniaux ou locaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 janvier 1950.

Pour le Commissaire de la République en mission
Le Secrétaire Général
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU

DECRET N° 50-105 du 20 janvier 1950.

Le président du conseil des ministres :

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et des affaires économiques du ministre de la défense nationale, du secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative et du secrétaire d'Etat aux finances;

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les indemnités de route et de séjour, les concessions de passage et les frais de voyage des officiers, fonctionnaires, employés et agents civils et militaires des services coloniaux ou locaux;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 37 du décret du 3 juillet 1897, relatives à la concession de passages à charge de remboursement préalable sont complétées comme suit :

« ART. 37. — § 2. — Les officiers, fonctionnaires employés et agents civils et militaires des services coloniaux ou locaux peuvent être autorisés, dans les conditions ci-dessus précisées, à voyager avec leur fiancée ou à se faire rejoindre outre-mer par celle-ci. »

Les demandes formulées à cet effet par les intéressés seront appuyées d'une attestation du maire de la résidence de l'un des futurs conjoints ou de la commune où le futur mariage devra être célébré certifiant que les formalités de publication exigées par les articles 63 et 65 du code civil ont été accomplies depuis moins d'une année.

Les bénéficiaires de ces autorisations pourront obtenir le remboursement des frais de passage dont ils ont fait l'avance, sur production de leur acte de mariage à la condition que ce dernier ait été célébré dans un délai de trois mois à partir de la date d'arrivée de la fiancée dans le territoire, sauf le cas de force majeure dûment motivé.

Le remboursement ne sera en outre accordé que lorsque l'épouse aura effectué au moins la moitié du séjour colonial réglementaire (délai compté du jour du mariage), sauf le cas de retour par anticipation pour raison de santé.

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de la défense nationale, le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 20 janvier 1950.

Georges BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,
Jean LETOURNEAU.

Le ministre de la défense nationale,
René PLEVEN.

*Le ministre des finances
et des affaires économiques,*
MAURICE-PETSCHÉ.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
Edgar FAURE.

*Le secrétaire d'Etat chargé de la
fonction publique et de la réforme
administrative;*
Jean BIONDI.

ARRETE N° 119-50/Cab. du 9 février 1950.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaire au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 50-129 du 20 janvier 1950 portant modification des conditions d'attribution et relèvement des taux de l'indemnité de réinstallation du personnel colonial.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 février 1950.

J. H. CÉDILE.

DECRET N° 50-129 du 20 janvier 1950.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et des affaires économiques, du secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative et du secrétaire d'Etat aux finances;

Vu la loi du 21 mars 1948 portant prise en charge par l'Etat de certains personnels relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu les décrets des 12 décembre 1923 et 19 juin 1931 instituant une indemnité de réinstallation en faveur du personnel de l'Indochine et celui des autres territoires;

Vu le décret du 6 octobre 1934 supprimant cette indemnité sous réserve de dispositions transitoires;

Vu le décret du 24 octobre 1935 relatif à la prise en compte des services militaires accomplis pendant la guerre 1914-1918 pour l'attribution de cette indemnité;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le bénéfice de l'indemnité de réinstallation prévue par les décrets des 12 décembre 1923, 19 juin 1931, 24 octobre 1935 et 6 octobre 1934 est étendu aux fonctionnaires européens en service en Indochine, qui ne comptaient pas dix ans de présence effective outre-mer au 1^{er} janvier 1935, mais qui totalisaient quinze années de présence effective dans ce territoire au 1^{er} septembre 1944.

Les taux applicables sont ceux prévus à l'article 2 ci-après.

Toutefois, les fonctionnaires visés au présent article bénéficieront de l'indemnité de réinstallation même lorsque, mis à la retraite antérieurement au 1^{er} septembre 1944, après quinze ans de services effectifs en Indochine, ils n'auront pu rejoindre leur territoire de retraite qu'après cette date, par suite de l'interruption des communications résultant de l'Etat de guerre.

ART. 2. — Les fonctionnaires visés à l'article 1^{er} ci-dessus ainsi que ceux admis au bénéfice de l'indemnité de réinstallation prévue par le décret du 6 octobre 1934 bénéficieront, à compter du 1^{er} septembre 1944, des taux ci-après fixés :

Par année de présence effective outre-mer . 3.000 F sans pouvoir dépasser, pour les célibataires, mariés ou veufs :

Sans enfant mineur	25.000 F
Avec enfant mineur	50.000 F

ART. 3. — Les services accomplis en Indochine ou dans les autres territoires après le 1^{er} janvier 1935 par les fonctionnaires bénéficiant du décret susvisé du 6 octobre 1934 entreront en compte dans le calcul du montant de ladite indemnité sans que les limites fixées à l'article précédent puissent être dépassées.

ART. 4. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui prendra effet pour compter du 1^{er} septembre 1944 et sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 20 janvier 1950.

Georges BIDAULT.

Par le Président du Conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,
Jean LETOURNEAU.

*Le ministre des finances
et des affaires économiques,*
Maurice-PETSCH.

*Le secrétaire d'Etat chargé de la
fonction publique et de la
réforme administrative,*
Jean BIONDI.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
Edgar FAURE.

CIRCULAIRE N° 1333 relative au passage des familles des fonctionnaires et des militaires servant Outre-mer.

Le Ministre de la France d'Outre-Mer
à Messieurs les Gouverneurs Généraux
Hauts-Commissaires, Commissaires
Gouverneurs et Chefs de Territoire
(sauf Indochine)

N/Référence : Circulaires ministérielles des 2 février 1928 et 27 octobre 1930.

Afin d'éviter certains abus, mes prédécesseurs ont décidé, par circulaires précitées, que la famille des fonctionnaires et des militaires pouvant prétendre à la gratuité du passage dans les conditions prévues par l'article 33 du décret du 3 juillet 1897 ne bénéficierait de la concession de passage pour rejoindre son chef outre-mer que si ce dernier s'engage à lui faire accomplir au moins la moitié du séjour réglementaire auquel il est lui-même tenu.

Ces dispositions apportent une restriction sensible au droit accordé à la famille par le décret du 3 juillet 1897 de bénéficier d'un passage aller et retour et leur application contraint souvent les fonctionnaires et les militaires ayant laissé leur famille dans la Métropole ou dans le Territoire d'origine à effectuer, seuls la totalité de leur séjour outre-mer. C'est le cas, notamment, de ceux ayant des enfants en âge de scolarité qui doivent rester dans la Métropole pour y poursuivre leurs études du fait de l'absence d'établissements d'enseignement appropriés dans les Territoires de service.

La séparation qui leur est imposée et les dépenses supplémentaires que leur occasionne l'entretien d'un double foyer ne sont pas de nature à stimuler les

fonctionnaires ou les militaires et à leur permettre de s'acquitter de leur tâche avec la sérénité désirable.

Cette situation incite, d'ailleurs, les intéressés soit à rechercher un rapatriement anticipé pour des raisons de santé plus ou moins justifiées, soit à prolonger par divers moyens la durée normale de leur séjour dans la métropole et présente de graves inconvénients pour la bonne exécution du service.

Il m'apparaît qu'il y a intérêt à supprimer la condition de séjour outre-mer imposée à la famille des fonctionnaires et des militaires par les circulaires précitées et de permettre à cette dernière d'exercer son droit à la gratuité du passage aller et retour quelle que soit la durée du séjour restant à accomplir par les intéressés. En particulier, les enfants poursuivant leurs études en France auraient aussi la possibilité de venir passer les grandes vacances auprès de leurs parents une fois au cours du séjour de ceux-ci outre-mer.

En conséquence, je vous prie de considérer que les présentes instructions abrogent les circulaires susvisées des 2 février 1928 et 27 octobre 1930.

Paris le 10 janvier 1950

Pour le ministre et par délégation,
Le Conseiller technique
Francis BOUR

Chemins de fer coloniaux

ARRETE N° 74-50/Cab. du 28 janvier 1950.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juillet 1949 fixant les contributions dues par les budgets des chemins de fer pour l'année 1949, promulgué au Togo le 13 août 1949;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo, l'arrêté ministériel du 12 janvier 1950 fixant, pour l'année 1950, les contributions à verser par les budgets des chemins de fer, pour couvrir les dépenses de l'office central des chemins de fer de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 janvier 1950.

P. le Commissaire de la République en mission,
Le Secrétaire Général
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU

ARRETE ministériel du 12 janvier 1950.

Le sous-secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,

Vu l'acte dit loi du 28 février 1944 portant organisation des chemins de fer coloniaux, et notamment en son article 2;

Vu le décret n° 47-772 du 24 avril 1947 relatif à l'organisation des chemins de fer de la France d'outre-mer;

Vu l'arrêté n° 3138 du 30 juillet 1949 fixant les contributions dues par les budgets des chemins de fer pour l'année 1949;

Sur la présentation du président du conseil d'administration de l'office central des chemins de fer de la France d'outre-mer;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions qui ont fait l'objet de l'arrêté n° 3138 du 30 juillet 1949 sont applicables à l'exercice 1950 pour le calcul des contributions à verser par les budgets des chemins de fer de la France d'outre-mer, pour couvrir les dépenses de l'office central des chemins de fer de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Le haut commissaire de la République à Madagascar, le gouverneur général de l'Afrique équatoriale française, le commissaire de la République au Togo, le président du conseil d'administration de l'office central des chemins de fer de la France d'outre-mer, et les directeurs des régies des chemins de fer de l'Afrique occidentale française de l'Indochine et du Cameroun sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, et aux *Journaux officiels* des territoires intéressés, ainsi qu'au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 12 janvier 1950.

Georges GORSE.

Ecole Nationale de la F. O. M.**ARRETE N° 72-50/Cab. du 27 janvier 1950.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 50-81 du 13 janvier 1950 modifiant les conditions d'accès au concours des sections administratives de l'école nationale de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 janvier 1950.

Pour le Commissaire de la République en mission
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU

DECRET n° 50-81 du 13 janvier 1950.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret du 22 février 1902 relatif au concours d'admission et à l'organisation de l'enseignement à l'école coloniale et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 15 avril 1927 relatif à l'organisation de l'enseignement à l'école coloniale et les textes subséquents;

Vu le décret du 21 décembre 1934 donnant à l'école coloniale le nom d'école nationale de la France d'outre-mer;

Vu le décret du 6 août 1941 modifiant les conditions d'accès au concours des sections administratives de l'école nationale de la France d'outre-mer;

Vu l'avis du conseil de perfectionnement de l'école nationale de la France d'outre-mer;

Le conseil supérieur de l'éducation nationale entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter de l'année 1951 et sans préjudice des autres conditions prévues par la réglementation en vigueur, nul ne pourra se présenter au concours d'entrée dans les sections administratives de l'école nationale de la France d'outre-mer, s'il n'est titulaire des certificats des deux premières années de licence en droit, ces certificats devant être produits avant la proclamation de l'admissibilité au concours.

A compter de la même année, la limite d'âge sera portée à vingt-six ans.

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 janvier 1950.

Georges BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,
Jean LETOURNEAU.

Sécurité sociale**ARRETE N° 113-50/Cab. du 6 février 1950.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 49-1377 du 8 octobre 1949 fixant les modalités d'application de la loi du 12 avril 1949 portant application aux militaires du régime de la sécurité sociale, promulgué au Togo le 18 janvier 1950;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 50-111 du 23 janvier 1950 prorogeant le délai d'immatriculation prévu à l'article 3 du décret du 3 octobre 1949 fixant les modalités d'application de la loi du 12 avril 1949 relative à l'application aux militaires du régime de la sécurité sociale.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 février 1950.

Pour le Commissaire de la République en mission
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.

DECRET n° 50-111 du 23 janvier 1950.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale, du vice-président du conseil, ministre de l'intérieur, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre du travail et de la sécurité sociale, du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, du ministre de la santé publique et de la population et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu la loi n° 49-489 du 12 avril 1949 portant application aux militaires du régime de la sécurité sociale;

Vu le décret n° 49-1377 du 3 octobre 1949 fixant les modalités d'application de la loi du 12 avril 1949 susvisée,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le délai de trois mois imparti aux militaires retraités et aux veuves titulaires d'une pension du chef de leur époux pour demander leur immatriculation à la caisse nationale militaire de sécurité sociale, prévu à l'article 3 de décret du 3 octobre 1949 susvisé, est prorogé d'un mois à compter de la date de la publication au *Journal officiel* du présent décret.

ART. 2. — Le ministre de la défense nationale et les secrétaires d'Etat aux forces armées, le ministre de la France d'outre-mer, le vice-président du conseil, ministre de l'intérieur, le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, le ministre de la santé publique et de la population, le ministre du travail et de la sécurité sociale, le ministre des finances et des affaires économiques, le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 janvier 1950.

Georges BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la défense nationale,
R. PLÉVEN.

Le vice-président du conseil, ministre de l'intérieur,
Jules MOCH.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE-PETSCHÉ.

Le ministre des travaux publics,
des transports et du tourisme,
Christian PINEAU.

Le ministre de la France d'outre-mer,
Jean LETOURNEAU.

Le ministre du travail et de la sécurité sociale,
Pierre SÉGELLE.

Le ministre de la santé publique et de la population,
Pierre SCHNEITER.

Le secrétaire d'Etat aux forces armées,
Jean RAYMOND-LAURENT.

Le secrétaire d'Etat aux forces armées,
Max LEJEUNE.

Le secrétaire d'Etat aux forces armées,
André MAROSELLI.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
Edgar FAURE.

Pensions

ARRETE N° 118-50/Cab. du 9 février 1950

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION.

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO.

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 50-124 du 23 janvier 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 14 avril 1924 sur les pensions civiles et militaires;

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera;

Lomé, le 9 février 1950.
J. H. CÉDILE.

DECRET N° 50-124 du 23 janvier 1950

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat aux finances,

Vu l'article 72 de la loi du 14 avril 1924 sur les pensions civiles et militaires, ainsi que l'article 81 de la même loi ainsi conçu :

« Un règlement d'administration publique déterminera... »,

Vu l'article 66 de la loi du 20 septembre 1948;

Le conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — En ce qui concerne l'application de l'article 72 de la loi du 14 avril 1924, les services rendus dans les emplois conduisant à pension de la caisse intercoloniale de retraites sont toujours considérés, pour les agents terminant leur carrière à l'Etat, comme effectués dans la catégorie A.

Toutefois, pour les intéressés qui, intégrés d'office dans un personnel de l'Etat, tributaire du régime de la loi du 20 septembre 1948, n'ont cessé, depuis leur intégration jusqu'à leur admission à la retraite, d'être tributaires de ladite loi, les services effectués sous le régime de la caisse intercoloniale de retraites seront liquidés comme des services de la catégorie B s'ils correspondent à des emplois similaires de l'Etat classés dans la catégorie B et ont été accomplis dans un territoire classé dans la catégorie B par le décret du 1^{er} novembre 1928 organisant la caisse intercoloniale de retraites.

Un arrêté conjoint du ministre des finances, du ministre de la France d'outre-mer et s'il y a lieu, du ministre intéressé, déterminera la liste de ces emplois.

Les présentes dispositions portent effet à compter du 23 septembre 1948.

ART. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de la France d'outre-mer et le secrétaire d'Etat aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 janvier 1950.

Georges BIDAULT.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,
Jean LETOURNEAU.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
MAURICE PETSCHÉ.

Le secrétaire d'Etat aux finances,
Edgar FAURE

Distinctions honorifiques

Par arrêté du ministre de l'Education nationale en date du :

14 novembre 1949. — Les récompenses honorifiques ci-après sont accordées, au titre de l'Ecole du Jour, et à compter du 14 juillet 1949 aux instituteurs et institutrices ci-après désignés, détachés dans les Territoires de la France d'outre-mer.

Mentions honorables

M. Sohier Marcel Togo Côte d'Or.

M. Petit Guy Togo Seine.

Par décret en date du 13 janvier 1950, sur la proposition du ministre de la Santé publique et de la population, sont promus et nommés dans l'ordre de la Santé Publique :

Au grade de Chevalier

M.M.

Chavenon (Guy), Médecin Chef et Chirurgien de l'hôpital de Lomé (Togo).

Régent (Claude), infirmier principal, Sokodé (Togo)

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Productions coloniales

ARRETE N° 883.49/AE du 31 octobre 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921, déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté 283 AE. du 19 avril 1947 portant ouverture d'un compte spécial « Cacao »;

Vu l'arrêté 528 AE. du 29 juillet 1947 portant ouverture d'un compte de soutien et d'équipement de la production du café et l'arrêté 681.49/AE. du 29 août 1949 déterminant les dépenses du compte de soutien et d'équipement de la production du café;

Vu l'arrêté 524 AE. du 29 juillet 1947 portant ouverture d'un compte de soutien et d'équipement de la production du coton et l'arrêté 682.49/AE. du 29 août 1949 déterminant les dépenses du compte de soutien et d'équipement de la production du coton;

Vu l'arrêté 527 AE. du 29 juillet 1947 portant ouverture d'un compte de soutien et d'équipement de la production des palmistes et l'arrêté 683.49/AE. du 29 août 1949 déterminant les dépenses du compte de soutien et d'équipement de la production des palmistes;

Vu l'arrêté 525 AE. du 29 juillet 1947 portant ouverture d'un compte de soutien et d'équipement de la production de l'huile de palme et l'arrêté 684.49/AE. du 29 août 1949 déterminant les dépenses du compte de soutien et d'équipement de la production de l'huile de palme;

Vu l'arrêté 324 AE. du 29 juillet 1947 portant ouverture d'un compte de soutien et d'équipement de la production du tapioca et l'arrêté 685.49/AE. du 29 août 1949 déterminant les dépenses du compte de soutien et d'équipement de la production du tapioca,

Vu l'arrêté 529 AE. du 29 juillet 1947 portant ouverture d'un compte de soutien et d'équipement de la production du riz et l'arrêté 687.49/AE. du 29 août 1949 déterminant les dépenses du compte de soutien et d'équipement de la production du riz;

Vu l'arrêté 526 AE. du 29 juillet 1947 portant ouverture d'un compte de soutien et d'équipement de la production des arachides et l'arrêté 688.49/AE. du 29 août 1949 déterminant les dépenses du compte de soutien et d'équipement de la production des arachides;

Vu l'arrêté 689.49/AE. du 29 août 1949 portant ouverture d'un compte de soutien et d'équipement de la culture du cocotier et déterminant les dépenses de ce compte;

Vu les articles 388 et 389 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'avis du Directeur de la comptabilité publique du Ministère des finances et des affaires économiques en date du 19 septembre 1949 et le télégramme officiel n° 50.075 du 20 octobre 1949 de M. le Ministre de la France d'outre-mer;

Sous réserve de l'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le compte spécial « cacao » créé par arrêté 283 AE du 19 avril 1947 et les comptes de soutien et d'équipement de la production du café, du coton, des palmistes, de l'huile de palme, du tapioca, du ricin, des arachides et du cocotier créés respectivement par arrêtés 528/AE, 524/AE, 527/AE, et 525/AE du 29 juillet 1947 —, 689 AE du 7 avril 1948, 529/AE et 526/AE du 29 juillet 1947 —, 689 AE du 29 août 1949 sont supprimés.

ART. 2. — L'actif de ces comptes est porté au crédit d'un compte dit « Compte de soutien et d'équipement de la production locale » ouvert dans les écritures du Trésorier-Payeur et de l'Ordonnateur-Délégué.

ART. 3. — Ce compte chef sera subdivisé en neuf sections dont les dépenses sont ainsi déterminées :

Section 1 — cacao

1 ^o — Equipes phytosanitaires	2.800.000
2 ^o — Matériel phytosanitaire (achat	494.234
(renouvellement)	500.000
3 ^o — Achats de produits insecticides	2.000.000
4 ^o — Moyens de transport des équipes phytosanit.	1.600.000
5 ^o — Constitution de pépinières et jardins semenciers	200.000
6 ^o — Achats de semences sélectionnées	90.000
7 ^o — Achats d'engrais	2.394.556
8 ^o — Création et régénération des cacaoyères	2.100.000
9 ^o — Fonds de concours des voies de communication pour mémoire	
10 ^o — Dépenses imprévues sur les rubriques précédentes	109.000
11 ^o — Soutien des prix et primes sur les ventes —	
Soutien des prix des cacaos de la campagne 1948/49 et primes d'entretien sur les ventes des cacaos de la campagne 1949-1950	77.410.182,20

Section II — Café

1 ^o — Matériel pour les équipes phytosanitaires	150.000
2 ^o — Entretien des équipes phytosanitaires	500.000
3 ^o — Achat de produits insecticides et d'engrais	860.000

4 ^o — Achat de matériel de traitement café et entretien	2.609.386,70
--	--------------

Section III — coton

1 ^o — Fonds de concours des voies de communication pour mémoire	
2 ^o — Achat, transport et mise en place des graines de coton par les Sociétés Indigènes de Prévoyance	481.544,10
3 ^o — Fonds transférés à la section IX Cocotier	530.000,—

Section IV — Palmistes

1 ^o — Pépinières	
Outillage	400.000
Main-d'oeuvre	1.400.000
Divers	400.000
2 ^o — Achats de semences sélectionnées	100.000
3 ^o — Transports de plants	200.000
4 ^o — Plantations nouvelles	1.000.000
5 ^o — Fonds de concours des voies de communication pour mémoire	
6 ^o — Extension de la plantation et travaux à Bayémé	1.887.965,70

Section V — Huile de palme

1 ^o — Plantations nouvelles	954.750
2 ^o — Achat de matériel de concassage et d'huilerie	1.349.906,60

Section VI — Tapioca

1 ^o — Achat de hangars pour maintenance du tapioca	1.292.760,30
2 ^o — Puits et pompes dans les zones de production	1.200.000,—
3 ^o — Usines coopératives à Tokpo et Vokoutimé et petit matériel familial (rapes, tamis, etc)	1.800.000,—

Section VII — Ricin

1 ^o — Fonds transférés à la section IX Cocotier	594.451,90
--	------------

Section VIII — Arachides

1 ^o — Fonds transférés à la Section IX Cocotier	447.179,30
--	------------

Section IX — Cocotier

1 ^o — Extension des plantations côtières	110.000
2 ^o — Travaux sur plantation Baguida	
a) — Plantations	185.000
b) — Constructions	650.000
c) — Matériel et produits	629.631,20

ART. 2. — Le Chef du Bureau des Finances, le Trésorier-Payeur du Togo, le Chef du Bureau des Affaires Economiques et le Chef du Service de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 octobre 1949.

J. H. CÉDILE.

Approuvé par D.M. n° 7641/F du 28 novembre 1949 du Ministre des Finances.

Solde**C. F. T. et Wharf****ARRETE N° 1026-49/C.F.T. du 31 décembre 1949**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'Assemblées Représentatives;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les textes modificatifs;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les textes modificatifs;

Vu l'arrêté n° 558/P. du 18 octobre 1943 réorganisant le cadre local Européen des chemins de fer et du Wharf du Togo;

Vu les décrets nos 528 et 529 du 15 avril 1949 fixant un nouveau régime de solde et d'indemnités pour les cadres régis par décret relevant du Ministère de la France d'outre-mer;

Vu les arrêtés nos 3282 et 3283 E.T. du 28 juin 1949 du Haut Commissaire de la République en A.O.F.;

Vu l'arrêté n° 982-49 du 18 décembre 1942;

Vu l'avis de l'Assemblée Représentative du Togo (Commission Permanente du 28 décembre 1949);

Sous réserve de l'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les soldes de reclassement du Cadre Local Européen des Chemins de fer du Togo, cadre en voie d'extinction, sont fixées comme suit :

	1948		1949	
	Solde soumise à retenue pour pension	Solde brute	Solde soumise à retenue pour pension	Solde brute
Inspecteur après 2 ans } Indice métré 430 Indice local 960	187.100	292.624	231.000	361.284

ART. 2. — Les conditions d'application de ces soldes sont fixées par arrêté n° 982-49 du 18 décembre 1949.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié, et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1949.

P. le Commissaire de la République en mission,
Le Secrétaire Général
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU

Approuvé par cablogramme n° 9 du 2 février 1950
du Ministre de la France d'Outre-Mer.

ARRETE N° 1027-49/CFT. du 31 décembre 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les textes modificatifs;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies et les textes modificatifs;

Vu l'arrêté n° 474/P. du 20 juin 1946 portant statut du personnel secondaire du réseau des chemins de fer du Togo;

Vu les décrets nos 528 — 529 du 15 avril 1949 fixant un nouveau régime de solde et d'indemnités pour les cadres régis par décret relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu les arrêtés nos 3282 et 3283 E.T. du 28 juin 1949 du Haut Commissaire de la République en A.O.F.;

Vu l'arrêté n° 982-49 du 18 décembre 1949;

Vu la D.M. Radio n° 206 du 8 décembre 1949;

Vu l'avis de l'Assemblée Représentative du Togo (Commission Permanente du 28 décembre 1949);

Sous réserve de l'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les soldes du Cadre Secondaire Européen du C.F.T. sont fixées conformément au tableau ci-après :

ECHELLES	1948		1949	
	SOLDE SOUMISE A RETENUE POUR PENSION	SOLDE BRUTE	SOLDE SOUMISE A RETENUE POUR PENSION	SOLDE BRUTE
ECHELLE 3				
Echelon 1	82.440	128.936	94.980	149.457
Echelon 2	87.600	137.006	99.540	156.670
Echelon 3	90.180	141.941	103.620	162.061
Echelon 4	93.840	147.665	108.720	170.038
Echelon 5	97.500	153.390	114.000	178.296
Echelon 6	100.320	156.900	118.440	185.240
Echelon 7	104.040	162.718	123.600	193.310
Echelon 8	106.800	167.035	128.100	200.348
Chevron 1	111.120	173.791	133.800	209.263
Chevron 2	115.500	180.642	139.440	218.174
ECHELLE 4				
Echelon 1	91.800	144.475	107.340	167.879
Echelon 2	94.560	148.791	111.660	174.636
Echelon 3	99.000	155.826	116.700	182.518
Echelon 4	101.520	158.777	120.600	188.618
Echelon 5	105.240	164.595	125.520	196.313
Echelon 6	107.820	168.630	129.360	202.409
Echelon 7	111.540	174.448	134.100	209.732
Echelon 8	115.500	180.642	139.200	217.798
Chevron 1	118.220	184.896	143.220	223.996
Chevron 2	122.400	191.433	148.200	231.784
ECHELLE 5				
Echelon 1	104.100	162.812	123.600	193.310
Echelon 2	106.320	166.284	126.780	198.283
Echelon 3	110.100	172.196	131.100	205.040
Echelon 4	113.700	177.826	135.600	212.078
Echelon 5	116.100	181.580	138.780	217.051
Echelon 6	119.880	187.582	143.100	223.808
Echelon 7	123.900	193.788	147.900	231.324
Echelon 8	127.800	199.879	152.100	237.884
Chevron 1	130.800	204.571	156.000	243.984
Chevron 2	137.100	214.424	162.000	253.368
ECHELLE 6				
Echelon 1	112.800	176.419	139.680	218.550
Echelon 2	115.200	180.172	140.700	220.054
Echelon 3	118.700	185.646	144.300	225.685
Echelon 4	122.100	190.964	148.020	231.503
Echelon 5	126.900	198.480	151.920	237.611
Echelon 6	129.900	203.262	156.000	243.984
Echelon 7	132.120	206.635	158.700	248.206
Echelon 8	136.020	212.735	162.780	254.587
Chevron 1	142.800	223.339	168.600	263.690
Chevron 2	148.380	232.066	173.700	271.666
ECHELLE 7				
Echelon 1	122.760	191.996	152.580	238.635
Echelon 2	126.600	198.002	156.180	244.265
Echelon 3	132.320	206.948	161.100	251.960
Echelon 4	136.500	213.486	165.000	258.060
Echelon 5	140.820	220.242	168.780	263.972
Echelon 6	146.700	229.438	173.460	271.291
Echelon 7	153.000	239.292	178.500	279.174
Echelon 8	157.740	246.705	182.460	285.367
Chevron 1	162.300	253.837	186.360	291.467
Chevron 2	166.800	260.875	190.200	297.472

ART. 2. — Les nouvelles rémunérations fixées par le présent arrêté ne sont pas exclusives des gratifications de fin d'année instituées par l'arrêté n° 474/P. du 20 juin 1946 (Art. 13) portant statut du cadre européen du C.F.T. — Ces indemnités continueront d'être acquises aux intéressés aux taux suivant lesquels ils en bénéficiaient précédemment; elles cessent toutefois d'être soumises à retenue pour pension pour compter du 1^{er} janvier 1948.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1949

*P. le Commissaire de la République en mission,
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.*

*Approuvé par cablogramme n° 9 du 2 février 1950
du Ministre de la France d'Outre-Mer.*

Agents sanitaires

ARRETE N° 120-50/P. du 9 février 1950.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 288/P. du 7 juin 1945 fixant le statut général des cadres locaux africains du Territoire du Togo et les textes modificatifs;

Vu l'arrêté n° 414/P. du 16 juin 1947 portant création du cadre des agents sanitaires;

Vu l'arrêté n° 984-49/P. du 18 décembre 1949 fixant les nouvelles soldes des cadres locaux autochtones;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau fixant le classement indiciaire et les nouvelles soldes des agents sanitaires annexé à l'arrêté n° 984-49/P. susvisé est annulé et remplacé par le tableau joint au présent arrêté.

AGENTS SANITAIRES

GRADES, CLASSES, ECHELONS	INDICES	1948		1949	
		Solde soumise à retenue pour pension	Solde brute	Solde soumise à retenue pour pension	Solde brute
Agent sanitaire principal de C.E. :					
5 ^e échelon	530	112.800	176.419,20	124.500	194.718,00
4 ^e échelon	515	109.500	171.258,00	120.000	187.680,00
3 ^e échelon	500	106.200	166.096,80	117.600	183.926,40
2 ^e échelon	485	103.200	161.404,80	114.000	178.296,00
1 ^{er} échelon	470	99.900	156.243,60	110.400	172.665,60
Agent sanitaire principal :					
1 ^{re} classe	470	99.900	156.243,60	110.400	172.665,60
2 ^e classe	440	93.600	146.390,40	103.500	161.874,00
3 ^e classe	410	87.300	136.537,20	96.300	150.613,20
Agent sanitaire ordinaire :					
1 ^{re} classe	360	76.500	119.646,00	84.600	132.314,40
2 ^e classe	335	71.100	111.200,40	78.900	123.399,60
3 ^e classe	310	66.000	103.224,00	72.900	114.015,60

ART. 2. — Le présent arrêté qui prendra effet pour compter du 1^{er} janvier 1948, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 février 1950.

J. H. CÉDILE.

Trésorerie du Togo

ARRETE N° 1036-49/F. du 31 décembre 1949.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime Financier aux colonies;

Vu la lettre collective n° 5804/F. du 19 septembre 1949 de M. le Directeur de la Comptabilité Publique du Ministère des Finances;

Sur la proposition de M. le chef du Bureau des Finances, Ordonnateur-Délégué;

Vu l'avis favorable émis par le Trésorier-Payeur par lettre n° 814 du 24 octobre 1949;

Vu la lettre n° 543/F. du 17 janvier 1950 de M. le Directeur de la Comptabilité Publique;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont supprimés dans les écritures du Trésorier-Payeur du Togo, pour compter du 1^{er} janvier 1950, les comptes hors budget suivants :

Valeur du matériel des prestations approvisionné.

Recettes provenant des prestations à imputer ultérieurement au budget.

Compte d'emploi des économies résultant du décret du 7 juillet 1936.

Service des échanges commerciaux S/C de ravitaillement de la colonie.

Délégation — Pécule.

Ravitaillement de la population civile.

Achats sur place de ricin.

Bénéfice et pertes au change — Monnaie anglaise.

Reste à payer sur dépenses mandatées dans la métropole pendant la période de suspension des relations.

Régularisation du reliquat des transmissions de France retardée du fait de la guerre.

Compte d'emploi des économies résultant du décret du 16 juillet 1935 (C.F.T.).

Compte d'emploi des économies résultant du décret du 7 juillet 1936 (C.F.T.).

ART. 2. — Les soldes créditeurs des comptes ci-après seront versés au Budget Local — Exercice 1949 où ils seront pris en recettes au chapitre IV — article 5 — Paragraphe 4.

Recettes éventuelles et non classées :

Compte d'emploi des économies résultant du décret du 7 juillet 1936	604,—
Service des échanges commerciaux S/C de ravitaillement de la colonie	189.272,—
Achat sur place de ricin	61.997,—
Reste à payer sur dépenses mandatées dans la Métropole pendant la période de suspension des relations	23.506,80
Régularisation du reliquat des transmissions de France retardée du fait de la guerre	3.109.698,40
Total	<u>3.385.078,20</u>

ART. 3. — Les soldes créditeurs des comptes ci-après seront versés au Budget Annexe du C.F.T. — Exercice 1949, où ils seront pris en recettes au chapitre.

Compte d'emploi des économies résultant du décret du 16 juillet 1935	63.489,10
Compte d'emploi des économies résultant du décret du 7 juillet 1936	11.536,—
Total	<u>75.025,10</u>

ART. 4. — Le solde débiteur du compte ci-après sera pris en charge par le budget local du Togo — Exercice 1949 — Chapitre XVII — Article 2 — Dépenses imprévues.

Ravitaillement de la population civile. 115.777,90

ART. 5. — Sont groupés sous le compte « Produits divers provenant de redevances de récupérations et revenus bancaires » les comptes ci-après :

Ressources provenant de la redevance sur la circulation et des parts bénéficiaires de la B.A.O.

Revenus des parts bénéficiaires de la Banque Commerciale Africaine.

Produits des récupérations opérées sur les coobligés des effets Banque Française de l'Afrique.

Récupérations sur les coobligés de la Banque Commerciale Africaine.

ART. 6. — Sont groupés sous le compte « Taxe sur les transactions et amendes » les comptes ci-après :

Taxes sur les transactions.

Amendes — Taxes sur les transaction.

ART. 7. — L'Ordonnateur-Délégué et le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui prendra effet pour compter du 31 décembre 1949.

Lomé, le 31 décembre 1949.

J. H. CÉDILE.

Monnaies

Commission

ARRETE No 58-50/F. du 25 janvier 1950.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier aux colonies;

Vu la loi du 26 décembre 1945 relative à certaines conséquences de la modification des taux de change dans la zone franc.

Vu le décret du 23 avril 1946 relatif à l'indemnisation des pertes et à la reprise des bénéfices résultant de la modification des taux de change dans la zone franc;

Vu les décrets des 15 janvier 1947 et 2 août 1947 portant prorogation des délais de dépôt des demandes d'indemnisation de perte et des déclarations de bénéfice résultant de la modification des taux de change dans la zone franc;

Vu le décret du 16 octobre 1948 fixant les conditions de règlement des obligations entre territoires de la zone franc;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à Lomé une commission chargée de déterminer 1^o — le montant des indemnités à allouer aux entreprises industrielles et commerciales pour les pertes qu'elles auraient pu subir par suite de la modification des taux de change dans la zone franc.

2^o — Le montant des versements à ordonner à l'encontre des entreprises industrielles et commerciales pour les bénéfices qu'elles auraient effectués par suite de la modification des taux de change dans la zone franc.

ART. 2. — La commission prévue à l'article premier du présent arrêté est composée comme suit :

- Le Secrétaire Général *Président*
- Le Trésorier-Payeur
- Le Chef du Service des Douanes
- Le représentant de la CC F.O.M. } *Membres*
- Le Délégué du Simpex

ART. 3. — Cette commission se réunit sur la convocation de son président.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 janvier 1950.

Pour le Commissaire de la République en mission
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.

Caisse d'avances

ARRETE No 61-50/F. du 25 janvier 1950.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu les articles 149 et 150 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté no 546/P. du 18 juillet 1946 sur les indemnités de responsabilité;

Vu la lettre sans numéro du 6 janvier 1950 du Chef du Service Géographique de l'A.O.F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une Caisse d'avances régie par économie est créée pour l'acquittement des dépenses de salaires de personnel et des menues dépenses nécessitées par les besoins du service de la 12^e brigade du Service Géographique de l'A.O.F. détachée au Togo.

ART. 2. — Le montant de cette Caisse de menues dépenses est fixé à Deux Cent Mille francs (200.000 frs. C.F.A.) renouvelable conformément à l'article 149 du décret du 30 décembre 1912 sus-visé.

ART. 3. — Les dépenses seront imputées au Budget du Plan chapitre 57 — article 4 — Paragraphe 2 — tranche annuelle d'exécution 1949-1950.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 janvier 1950.

Pour le Commissaire de la République en mission
Le Secrétaire Général,
Chargé de l'expédition des affaires,
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU

Budget local

Ouverture de crédits

ARRETE No 63-50/F. du 25 janvier 1950.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo;

Vu l'arrêté n° 900/F. rendant exécutoire la délibération n° 53/48 de l'Assemblée Représentative du Togo en date du 29 septembre 1948, approuvant le budget local du Togo — Exercice 1949;

Vu l'avis émis par la Commission Permanente de l'A.R.T. en sa séance du 17 janvier 1950;

Sous réserve de ratification ultérieure de l'A.R.T. en sa prochaine session;

Le Conseil privé entendu;

Sous réserve des dispositions de l'article 35 du décret du 25 octobre 1946;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont ouverts au Budget Local Exercice 1949 les crédits supplémentaires suivants :

1 ^o — Chap. II — Commissariat de la République	880.540,—
2 ^o — Chap. IV — Services D'Adm. Générale (Personnel)	10.557.936,—
3 ^o — Chap. VI — Services Financiers	4.291.650,—
4 ^o — Chap. VIII — Dépenses des exploit. industrielles	8.496.940,—
5 ^o — Chap. IX — Dépenses des exploit. industrielles	56.000,—
6 ^e — Chap. XII — Service d'intérêt Social et Economique	14.784.229,—
7 ^o — Chap. XIV — Autres Services d'intérêt social (Personnel)	604.010,—
Total	<u>39.671.305,—</u>

ART. 2. — L'ouverture de ces crédits supplémentaires sera gagée par un prélèvement sur les plus-values des recettes normales du Budget Local :

Chap. 11 — Contributions perçues sur liquidation Article Premier — Importations et exportations Paragraphe — Droits d'Importation . 39.671.305,

ART. 3. — L'Ordonnateur-Délégué et Trésorier-Payeur sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 janvier 1950.

Pour le Commissaire de la République en mission
Le Secrétaire Général,
Chargé de l'expédition des affaires,
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.

ARRETE N° 64-50/F. du 25 janvier 1950

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo;

Vu l'arrêté n° 1024/F. rendant exécutoire la délibération n° 100 de l'Assemblée Représentative du Togo en date du 14 novembre 1949, approuvant le budget local du Togo — Exercice 1950;

Vu l'avis émis par la Commission Permanente de l'Assemblée Représentative du Togo en sa séance du 17 janvier 1950;

Sous réserve de ratification ultérieure de l'Assemblée Représentative du Togo en sa prochaine session;

Le conseil privé entendu;

Sous réserve des dispositions de l'article 35 du décret du 25 octobre 1946;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est créée au Budget Local Exercice 1950 une rubrique nouvelle au Chapitre XX — Article 3 — (nouveau).

DEPENSES DES EXERCICES CLOS.

ART. 2. — Sont inscrits au Budget Local du Togo — Exercice 1949, les crédits supplémentaires suivants :

1^o — CHAPITRE II

Commissariat de la République.

Art. 5. — Dépenses des exercices clos. 799.680

2^o — CHAPITRE IV.

Service d'Administration Générale.

Art. 10. — Exercices clos 8.715.560

3^o — CHAPITRE VI

Services financiers.

Art. 7. — Exercices clos 4.786.520

4^o — CHAPITRE VIII

Exploitations industrielles (pers.)

Art. 9. — Exercices clos 8.717.430

5^o — CHAPITRE XI

Exploitations industrielles (Main-d'œuvre). . 425.680

6^o — CHAPITRE XII

Service de Santé

Art. 8 — Exercices clos 5.940.820

7^o — CHAPITRE XIII

Enseignement

Art. 7. — Exercices clos 6.008.480

A Reporter 35.394.170

Report	35.394.170
8 ^o — CHAPITRE XIV	
<i>Autres Services d'Intérêt Social.</i>	
Art. 6. — Exercices clos	358.020
9 ^o — CHAPITRE XV	
<i>Dépenses Diverses (Personnel)</i>	
Art. 3. — Exercices clos	391.510
Total section Ordinaire :	36.143.700
10 ^o — CHAPITRE XX	
Secs « Hygiène : Section extraor- dinaire	1.651.720
Art. 3. — (nouveau) Exercices clos.	
Total Général	37.795.420

ART. 3. — L'ouverture de ces crédits sera gagée par un prélèvement sur la Caisse de Réserve soit : 37.795.420 ainsi réparti :

Section Ordinaire Chapitre VI.

Recettes d'ordre — Article unique Paragraphe 6 (nouveau) « Prélèvement ordinaire sur la Caisse de Réserve 36.143.700

Section Extraordinaire Chapitre VII.

ART. 2. — Prélèvement extraordinaire sur la Caisse de Réserve : 1.651.720
Total Général 37.795.420

ART. 4. — L'Ordonnateur-Délégué et le Trésorier-Payeur sont chacun, en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, 25 janvier 1950

*Pour le Commissaire de la République en mission
Le Secrétaire Général,
Chargé de l'expédition des affaires,
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.*

Annulation de crédits

ARRETE N^o 108-50/F. du 4 février 1950

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et notamment en son article 315;

Vu la délibération n^o 53/48/F. du 29 septembre 1948 de l'Assemblée Représentative du Togo portant approbation du budget local du Togo — Exercice 1948;

Vu l'arrêté n^o 900/F. du 13 novembre 1948 rendant exécutoire la délibération n^o 53/48 du 29 septembre 1948;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont annulés au Budget Local, exercice 1948 les crédits suivants restés sans emploi :

CHAPITRE I —	3.162.720.50
— II —	24.663.30
— III —	8.744.90
— IV —	1.454.236.70
— V —	844.80
— VI —	26.627.60
— VII —	326.505.90
— VIII —	818.584.50
— IX —	1.898.866.—
— X —	1.289.172.40
— XI —	102.654.—
— XII —	2.116.510.70
— XIII —	44.952.60
— XIV —	512.999.70
— XV —	68.499.70
— XVI —	—
— XVII —	129.201.60
— XIX —	14.310.30
— XX —	—
— XXI —	—
— XXII —	—
Total général	12.000.095.20

Lomé, le 4 février 1950

*Pour Le Commissaire de la République en mission,
Le Secrétaire Général,
Chargé de l'expédition des affaires,
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.*

C. F. T.

Fonds de renouvellement

ARRETE N^o 65-50/CFT. du 25 janvier 1950

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923, instituant un Fonds de renouvellement spécial du Service des Voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu la délibération n^o 109 du 18 novembre 1949 de l'A.R.T. approuvant le budget annexe du chemin de fer et du wharf du Togo — Exercice 1950;

Vu l'arrêté n^o 41-50/T.P. du 18 janvier 1950, rendant exécutoire le budget annexe du chemin de fer et du wharf du Togo — Exercice 1950;

Vu le rapport n^o 36 CFT. du 18 janvier 1950 du Directeur du Réseau des chemins de fer;

Le conseil privé entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le prélèvement de la somme de Trois Millions Sept Cent Vingt Mille Francs (3.720.000.) sur le compte du Fonds Spécial : Fonds de renouvellement du Budget de l'Exploitation du Chemin de fer et du Wharf du Togo, afin de permettre le paiement des dépenses inscrites au chapitre IV (1^{er} trimestre 1950).

ART. 2. — Le Directeur du Réseau des Chemins de fer, Sous-Ordonnateur du Budget Annexe et le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au Journal Officiel du Territoire et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 janvier 1950

Pour le Commissaire de la République en mission
Le Secrétaire Général,
Chargé de l'expédition des affaires,
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.

Restaurants et Hôtels

ARRETE N° 66-50/AE. du 26 janvier 1950

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'Assemblées Représentatives;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes subséquents l'ayant modifiée ou complétée;

Vu l'avis de la commission des prix réunie le 13 janvier 1950;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit les prix maxima pratiqués par les restaurants et hôtels de clientèle européenne :

1^o — *Pension.* — Cinq mille francs par mois (5.000 francs). — Ce prix comprend les deux repas principaux (déjeuner et dîner), glace, pain, café, et service.

Pension pour le petit déjeuner au mois (café au lait, pain, beurre, confiture) — Neuf cent francs (900 frs.).

2^o — *Petit déjeuner.* — Quarante francs (40 frs.). — Ce prix s'entend pour un café crème, pain et beurre, service compris.

3^o — *Repas — Déjeuner et dîner.* — Cent cinquante francs (150 frs.). vin et service non compris. — Le repas comprend un potage ou un hors d'œuvre, une entrée, un plat garni, un fromage ou un dessert ou des fruits, un café.

Les « suppléments » et les boissons ne sont pas soumis à taxation. — Il ne pourra être demandé pour le service plus de 10% du montant global des repas « suppléments » et boissons.

4^o — *Chambres.* — a) — Chambres possédant un certain confort (douche et lavabo) avec eau courante :
Chambre à un petit lit, 100 francs, (Hôtel du Golfe)
Chambre à un grand lit, 200 frs. (Hôtel du Golfe)
Chambre à deux petits lits, 250 frs. (Hôtel du Golfe)

b) — Chambres du nouvel immeuble de l'Hôtel du Golfe avec un grand lit et tout le confort, 250 francs.

c) — Appartement de l'Hôtel du Golfe comprenant un bureau, une grande chambre et une salle de bain, 300 francs.

d) — Chambre de l'Hôtel du Square Fréau (M. Denis) avec un cabinet de toilette avec douche et lavabo à eau courante, 250 francs.

Ces prix s'entendent service non compris par journée de 24 heures, toute journée commencée restant entièrement due.

ART. 2. — Les Directeurs et gérants des restaurants et hôtels visés par le présent arrêté devront faire afficher primo — à l'extérieur de leur établissement ou à l'intérieur de leur salle ou de leur hall d'entrée les prix des pensions petit déjeuner, repas, boissons apéritives et digestives, vins ordinaires, sélectionnés ou fins, champagne et mousseux — Secundo — à l'extérieur de chaque chambre, le prix de cette chambre.

ART. 3. — Toutes infractions aux dispositions du présent arrêté seront passibles des poursuites prévues par la loi du 14 mars 1942 susvisée.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 janvier 1950.

Pour le Commissaire de la République en mission
Le Secrétaire Général,
Chargé de l'expédition des affaires,
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.

Sucre

ARRETE N° 75.50/AE. du 28 janvier 1950.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes modificatifs subséquents;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le déblocage de sucre effectué en février 1950 sera soumis aux modalités ci-après énumérées.

ART. 2. — Pour les rationnaires européens, adultes et enfants, le ticket « E » de la feuille « denrées diverses » donnera droit à 2 kilos de sucre. — La vente de cette quantité est subordonnée à la présentation de la feuille « denrées diverses » et de la carte d'alimentation à laquelle elle se rapporte.

ART. 3. — Pour les rationnaires autochtones de la ville de Lomé, adultes et enfants, la ration sera également de 2 kilos.

ART. 4. — Des bons de déblocage individuels seront accordés par les Commandants de Cercles dans les conditions habituelles.

ART. 5. — La validité des cartes et bons de ces diverses espèces est limitée :

1^o — Pour Lomé. —

a) — pour les rationnaires européens à un délai de 15 jours à compter de la date de publication du présent arrêté.

b) — pour les rationnaires autochtones et les titulaires de bons « hors déblocage » à un délai de 15 jours à compter de la date de publication de l'arrêté municipal fixant le rationnement de février.

2^o — Pour le reste du Territoire. — à un délai de 15 jours à compter de l'arrivée en boutique des déblocages de chaque maison de commerce. — Le gérant local desdites maisons de commerce devra aviser les Commandants de cercles de l'arrivée de ces déblocages.

ART. 6. — Après la période de validité indiquée à l'article précédent, le reliquat des stocks invendus pourra être vendu librement par les maisons de commerce.

Cette vente libre ne devra cependant pas donner lieu de la part des boutiquiers à des ventes massives et de la part des consommateurs à des achats d'un volume excédant leurs besoins propres, les abus de ce genre étant passibles des peines de la loi du 14 mars 1942.

ART. 7. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies des peines prévues par la loi du 14 mars 1942.

ART. 8. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T.

Lomé, le 28 janvier 1950.

Pour le Commissaire de la République en mission
Le Secrétaire Général
Chargé de l'expédition des affaires,
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.

Douanes

Tarif fiscal de sortie

ARRETE N° 76-50/D. du 28 janvier 1950.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo;

Vu la délibération n° 80.49 /D. en date du 29 octobre 1949 portant modification du tarif fiscal de sortie;

Vu l'approbation ministérielle de la délibération n° 80-49/D. en date du 29 octobre 1949 de l'Assemblée Représentative du Togo notifiée par T.O. n° 50.012 du 26 janvier 1950;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire au Togo la délibération n° 80-49/D. en date du 29 octobre 1949 de l'Assemblée Représentative du Togo, portant modification du tarif fiscal de sortie.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux des postes du Territoire.

Lomé, le 28 janvier 1950.

Pour le Commissaire de la République en mission
Le Secrétaire Général
Chargé de l'expédition des affaires,
courantes et urgentes,
F. M. Guillou.

DELIBERATION N° 80-49/D. portant modification du tarif fiscal de sortie.

L'Assemblée Représentative du Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo;

Délibérant conformément aux dispositions de l'article 34 du décret 46.2378 du 25 octobre 1946 portant création de l'Assemblée Représentative du Togo;

Vu l'arrêté n° 836/Cab. du 1^{er} novembre 1946 promulguant dans le territoire du Togo le décret susvisé du 25 octobre 1946;

Vu la délibération n° 24/49/D. du 25 avril 1949 de l'Assemblée Représentative du Togo portant refonte du tarif fiscal d'entrée et de sortie;

A adopté dans sa séance du 29 octobre 1949 les dispositions dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — Le tableau annexé à la délibération n° 24-49/D. du 25 avril 1949 de l'Assemblée Représentative du Togo est modifié comme suit, en ce qui concerne les droits fiscaux de sortie :

NUMÉRO DE LA NOMENCLATURE GÉNÉRALE ET DU TARIF DU TOGO	DÉSIGNATION DES PRODUITS	NUMÉROS DU TARIF MÉTRO-POLITAIN	DROIT FISCAL DE SORTIE	
			UNITÉ DE PERCEPTION	QUOTITÉ DES DROITS
	II. — PRODUITS DU REGNE VEGETAL			
	<i>7° — Graines et fruits oléagineux</i>			
02-7	Graines et fruits oléagineux	112		
02-71	Coprah	112 B	Valeur	4%
02-71 b	Noix et amandes de palmistes	112 C	— id —	4%
c	Graines de ricin et de pulgère	112 E	— id —	4%
e	Graines de coton	112 K	— id —	2%
h	Graines de sésame	112 M	— id —	4%
i	Graines de karité ou noix	112 P	— id —	2%
j	Graines de kapok	ex 112 Q	— id —	2%
m				
03	III. — CORPS GRAS, GRAISSES, HUILES ET PRODUITS DE LEURS DISSOCIATIONS, GRAISSES ALIMENTAIRES ELABORÉES, CIRES D'ORIGINE ANIMALE OU VÉGÉTALE.			
	<i>2° — Huiles fluides et concrètes d'origine végétale</i>			
03-2	Huiles fluides d'origine végétale brutes	ex 146		
03-21	Huile de palme brute	146 J	Valeur	4%
g	Huile de karité brute	146 L	— id —	4%
j	Huiles végétales raffinées	1.460		
03-22	Autres huiles	ex 1.460	Valeur	4%
z				
04	IV. — PRODUITS DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ALCOOLIQUES ET VINAIGRES, TABACS			
	<i>3° — Cacao et ses préparations</i>			
04-3	Cacao en fèves et brisures de fèves (torréfié ou non)	176	Valeur	5%
04-31	Coques, pelures, gousses et pellicules de cacao	177	— id —	5%
04-32	Cacao en masse (pâte de cacao) ou en tablette	178	— id —	5%
04-33	Coton	880 à 883		
12-15	en masse non égrené	ex 880	— id —	7%
a	en masse égrené	ex 880	— id —	7%
b	autre	881 à 883	— id —	7%
z				

Fait et délibéré à Lomé, le 29 octobre 1949.

Le Président de l'A.R.T.,
Sylvanus OLYMPIO.

Le Secrétaire,
Rodolphe TRÉNOU.

Rectificatif au N° Spécial J.O. Togo n° 659 du 10 décembre 1949 publiant le nouveau tarif d'entrée et de sortie fixé par la délibération 24-49 du 25 avril 1949.

1^{re} page 1.067.

Première colonne : numéro de la nomenclature générale et du tarif du Togo numéro de nomenclature 02-71 graines et fruits oléagineux.

au lieu de : 02-71 c arachides

lire : 02-71 a arachides.

2^e page 1.091.

Supprimer dans la ligne 12-47 tissus de coton 973 à 983 les indications portées dans les colonnes 4, 5 et 7 (id. 30% exempt).

3^e page 1.093.

Renvoi (1) à rétablir comme suit :

(1) Droit des tissus selon l'espèce (fabriqués avec des fils de diverses couleurs).

Mercuriales officielles

ARRETE N° 76-50 bis/AE du 28 janvier 1950.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBERATION,

COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté 552/F. du 15 octobre 1943 fixant les quotités, le mode d'assiette et les règles de perception des taxes fiscales d'importation au Togo, ensemble les textes subséquents le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté 687/F. du 8 décembre 1942 fixant les quotités, le mode d'assiette et les règles de perception des droits d'exportations au Togo, ensemble les textes subséquents le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté 966-49/D. du 7 décembre 1949 rendant exécutoire la délibération 24-49 du 26 avril 1949 de l'Assemblée

Représentative du Togo, modifiant les tarifs fiscaux d'entrée et de sortie;

Vu l'arrêté 476-49/AE. du 23 juin 1949 fixant les valeurs mercuriales pour le calcul des droits ad valorem pendant le deuxième semestre 1949;

Vu l'arrêté 6-50/AE. du 6 janvier 1950 fixant les valeurs mercuriales pour le calcul des droits ad valorem pendant le premier semestre 1950, modifié et complété par l'arrêté par l'arrêté 42-50/AE. du 18 janvier 1950;

Vu l'arrêté 76-50/D. du 28 janvier 1950 rendant exécutoire la délibération 80-49/D. du 29 octobre 1949 de l'Assemblée Représentative du Togo portant modification du tarif fiscal de sortie;

Vu la décision 403-D/AE. du 2 juin 1949 portant désignation des membres de la Commission des Mercuriales;

Vu les propositions formulées par la Commission des Mercuriales consultée à domicile;

Le Conseil Privé entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau des valeurs mercuriales à l'exportation est modifié de la manière suivante :

N° DE LA NOMENCLATURE GÉNÉRALE ET DU TARIF DU TOGO	N° DU TARIF MÉTROPOLITAIN	DESIGNATION DES PRODUITS	UNITÉ DE VALORATION	VALEUR MERCURIALE DU 1 ^{er} SEMESTRE 1950
02		II — PRODUITS DU REGNE VEGETAL		
02-7	112	7° — Graines et fruits oléagineux		
02-71 b	112 B	Caprah en sacs	la T. net	20.500,—
02-71 c	112 C	Palmistes en sacs.		
		stocks antérieurs au 31/7/1949	—	45.500,—
		stocks postérieurs au 31/7/1949.	—	25.500,—
02-71 e	112 E	Graines de ricin et de pulgère en sacs.	—	27.500,—
02-71 h	112 K	Graines de coton en sacs	—	36.510,—
02-71 j	112 P	Graines de karité en sacs	—	10.500,—
02-71 m	Ex 112 Q	Graines de kapok en sacs	—	42.510,—
03		III — CORPS GRAS, GRAISSES, HUILES ET PRODUITS DE LEUR DISSOCIATION, GRAISSES ALIMENTAIRES ELABORÉES, CIRES D'ORIGINE ANIMALE OU VEGETALE		
03-2		2° — Huiles fluides et concrètes d'origine végétale		
03-21	Ex 146	Huiles fluides d'origine végétale brutes.		
03-21 g	146 J	Huile de palme brute :		
		stocks antérieurs au 31 Juillet 1949		
		En vrac	la T. net	74.225,—
		En fûts à rendre	—	78.965,—
		stocks postérieurs au 31/7/1949		
		En vrac	la T. net	67.500,—
		En fûts à rendre	—	72.500,—
04		IV — PRODUITS DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES, BOISSONS ALCOOLIQUES ET VINAIGRES, TABACS		
04-3		3° Cacao et ses préparations		
04-31	176	Cacao en fèves		
		stocks antérieurs au 7/12/1949	la T. net	55.600,—
		stocks postérieurs au 7/12/1949.	—	96.000,—

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des P.T.T. et tous lieux publics.

Lomé, le 28 janvier 1950.

*Pour le Commissaire de la République en mission
Le Secrétaire Général
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

F. M. GUILLOU

Chambre de Commerce

ARRETE N° 77-50/A.P.A. du 30 janvier 1950.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté n° 307 du 1^{er} juin 1938 portant réorganisation de la Chambre de Commerce du Togo, et les textes subséquents qui l'ont complété ou modifié;

Vu l'arrêté n° 1014-49/APA. du 27 décembre 1949 arrêtant et approuvant la liste définitive des électeurs à la Chambre de Commerce du Togo pour son renouvellement en 1950;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les élections en vue du renouvellement de la Chambre de Commerce sont fixées au 19 février 1950. Le second tour, s'il y a lieu, est fixé au 26 février 1950.

Elles auront lieu à Lomé, à la maison commune, sous la présidence du Commandant de Cercle de Lomé ou de son délégué assisté de deux plus jeunes et de deux plus âgés des électeurs présents dans la salle à l'ouverture du scrutin.

Le scrutin sera ouvert de 10 heures à 12 heures.

ART. 2. — Conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté n° 307 du 1^{er} juin 1938, les électeurs absents de Lomé ou non domiciliés dans cette ville pourront adresser au président du bureau leur bulletin de vote placé sous double enveloppe dont la première sera revêtue de leur signature et dont la seconde ne devra porter aucun signe extérieur, faute de quoi l'enveloppe et le bulletin qu'elle contient ne seront pas admis.

Ces enveloppes devront parvenir au président avant la fermeture du scrutin.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mi-

rie de Lomé et dans tous les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T. du Territoire.

Lomé, le 30 janvier 1950.

*Pour le Commissaire de la République en mission
Le Secrétaire Général
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

F. M. GUILLOU

ARRETE N° 124-50/AE du 9 février 1950.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté 883-49/AE. du 31 octobre 1949 créant le compte de soutien et d'équipement pour la production locale;

Vu l'arrêté 112-50/AE. du 6 février 1950 fixant la date d'ouverture de la traite des cafés pour la récolte 1949-1950;

Après consultation de la Chambre de Commerce;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A dater du 6 février 1950, il est créé une Caisse de Compensation des cafés gérée par la Chambre de Commerce pour la durée de la campagne 1949-1950, en vue de stabiliser le cours de ce produit.

ART. 2. — Le versement des exportateurs à cette Caisse fixé à 15 francs par kilo, sera effectué sur le vu d'un triplicata de déclaration de simple exportation adressé par le service des Douanes à la Chambre de Commerce après visa du bureau des Affaires économiques.

ART. 3. — Les reversements effectués aux exportateurs par cette Caisse seront fixés en raison des cours mondiaux par décision du Commissaire de la République. — En fin de campagne, le compte sera arrêté et le reliquat de cette caisse, s'il y a lieu, versé au compte de soutien et d'équipement de la production du café.

ART. 4. — Le Chef du Service des Douanes et le Chef du Bureau des Affaires Economiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

ART. 5. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T.

Lomé, le 9 février 1950.

J. H. CÉDILE.

Farine

ARRETE N° 78-50/AE. du 30 janvier 1950.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté 327 AE. du 7 avril 1948 instituant une baisse de rajustement et fixant les conditions de mise en vente et de circulation des marchandises d'importation;

Vu l'arrêté 415.49/AE. du 27 mai 1949 fixant le prix de vente au détail de la farine du contingent 1949;

Après consultation de la Chambre de Commerce;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La liberté de vente est rendue à la marchandise dite de première nécessité ci-après désignée :

Farine de blé

ART. 2. — Cette marchandise reste toutefois soumise jusqu'à nouvel ordre, au contrôle des Prix prévu à l'article 9 de l'arrêté 327 AE du 7 avril 1948, c'est-à-dire que son prix continuera à être fixé par arrêté. En l'espèce, le contingent d'importation 1949 continuera à être vendu au prix de péréquation de 30 francs le kilo, base Lomé.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T.

Lomé, le 30 janvier 1950.

*Pour le Commissaire de la République en mission
Le Secrétaire Général,
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,
F. M. GUILLOU.*

Caisse de rajustement des prix

ARRETE N° 79-50/F. du 30 janvier 1950.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier aux colonies;

Vu la délibération de l'A.R.T. n° 100 du 14 novembre 1949, arrêtant le budget local du Togo pour l'exercice 1950;

Vu l'arrêté n° 1024.49/F. du 29 décembre 1949 rendant exécutoire la délibération n° 100 du 14 novembre 1949;

Vu l'arrêté n° 327/AE. du 7 avril 1948 portant création d'une caisse de rajustement des prix sur la proposition de l'Ordonnateur-Délégué;

Vu l'avis favorable émis par le comité consultatif de la caisse de rajustement des prix en sa séance du 27 janvier 1950;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé, au bénéfice du Budget Local du Togo, un prélèvement de neuf millions de francs sur la Caisse de rajustement des prix.

ART. 2. — Le montant de ce prélèvement sera pris en recettes au Budget Local — Exercice 1950 — Chapitre IX — Article 2.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 janvier 1950.

*Pour le Commissaire de la République en mission
Le Secrétaire Général
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

F. M. GUILLOU

Café

ARRETE N° 112-50/AE. du 6 février 1950.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté 1031.49 AE. du 31 décembre 1949 fixant la date de clôture de la campagne d'achat 1948-1949 pour le café;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La campagne d'achat des cafés de la récolte 1949-1950 est déclarée ouverte à compter du 6 février 1950.

ART. 2. — Aucune valeur F.O.B. ne sera fixée officiellement pour cette campagne qui se fera sous le régime de la liberté des prix.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des Circonscriptions Administratives et des P.T.T.

Lomé, le 6 février 1950.

*Pour le Commissaire de la République en mission
Le Secrétaire Général
chargé de l'expédition des affaires
courantes et urgentes,*

F. M. GUILLOU

Assemblée Représentative du Togo**Election**

ARRETE N° 117-50/APA. du 9 février 1950.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi n° 46-2152 du 7 octobre 1946 relative aux Assemblées locales dans les territoires d'outre-mer;

Vu le décret n° 46-2378 du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo promulgué par arrêté n° 836/Cab. du 1^{er} novembre 1946, notamment en son article 10;

Vu l'arrêté n° 864/APA. du 12 novembre 1946 déterminant les circonscriptions électorales du Togo pour l'élection des représentants du deuxième collège appelés à élire les membres de la deuxième section de l'Assemblée Représentative locale;

Vu l'arrêté n° 922/APA. du 29 novembre 1946 fixant le nombre et la composition des bureaux de vote pour les élections de l'Assemblée Représentative du Togo;

Vu l'arrêté n° 1033 du 31 décembre 1949 fixant les délais et la composition des commissions pour la révision annuelle des listes électorales pour l'année 1950;

Vu le décès survenu le 18 janvier 1950 de Fio Frédéric Body Lawson V, délégué à l'Assemblée Représentative du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les électeurs du 2^e collège du secteur électoral du Cercle d'Anécho sont convoqués à Anécho pour le dimanche 19 mars 1950 en vue de procéder à l'élection d'un délégué de cette circonscription à l'Assemblée Représentative du Togo, en remplacement de Fio Frédéric Body Lawson, décédé.

ART. 2. — Le Scrutin sera ouvert à 8 heures et clos à 18 heures s'il a lieu à un second tour, il y sera procédé le dimanche 9 avril 1950 aux mêmes heures.

ART. 3. — L'élection aura lieu sur les listes électorales les plus récentes arrêtées au 31 mars 1949.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T. du Territoire.

Lomé, le 9 février 1950.

J. H. CÉDILE.

Enseignement**Examens et concours scolaires**

ADDITIF à la décision n° 772/D/E du 28 novembre 1949 fixant les dates d'examens et concours scolaires pour l'année 1950.

Ajouter : 27 mars et jours suivants :

Examen de sortie du Cours Normal d'Atakpamé

19 juin et jours suivants :

Brevet Élémentaire et Brevet d'études du premier cycle. 1^{re} session

6 novembre et jours suivants :

Brevet Élémentaire et Brevet d'études du premier cycle. 2^e session.

Le reste sans changement.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Intégration**

Par arrêté du Ministre de l'Education Nationale en date du :

16 décembre 1949. — Les dispositions de l'arrêté d'intégration du 12 septembre 1949 sont modifiées comme suit :

Sont intégrés dans le cadre métropolitain des Inspecteurs Primaires :

M. Champion Albert, Inspecteur principal des Ecoles du Togo à compter du 1^{er} août 1946.

Les fonctionnaires précités bénéficieront individuellement d'un reclassement dans le cadre métropolitain des Inspecteurs Primaires à compter de la date de leur intégration.

La titularisation dans le cadre métropolitain des Inspecteurs primaires prend effet 2 ans après la date d'intégration de ces fonctionnaires.

Reclassement

Par arrêté du ministre de l'Education nationale en date du :

5 janvier 1950. — M. Champion Albert, Inspecteur principal des Ecoles du Togo, mis à la disposition de la direction de l'Enseignement dans la France d'Outre-mer, intégré dans le cadre métropolitain des Inspecteurs primaires à compter du 1^{er} Août 1946, est rangé à cette même date dans la 2^e classe du cadre des Inspecteurs primaires avec une ancienneté de classe de 8 mois.

Tableau d'avancement

Tableau d'avancement des greffiers en chef du ressort de la Cour d'Appel de l'A.O.F. pour l'année 1950.

Pour l'emploi de greffier en chef d'un tribunal de 2^e classe sont réinscrits :

M.M.
Gaétan.

Disponibilité

Par arrêté ministériel en date du :

21 janvier 1950. — Madame Amorin, Marie, née Tevi, sage-femme Africaine Principale de 3^e classe est maintenue, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans solde, pour une nouvelle période d'un an à compter du 1^{er} octobre 1949.

ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'A. O. F.**Reclassement**

Par arrêté du Gouverneur Général, Haut-Commissaire de la République en A.O.F. en date du :

23 janvier 1950. — L'arrêté n° 3.558/E. du 11 juillet 1949, est complété comme suit :

INSPECTEURS D'ACADEMIE

Noms et Prénoms	Date de naissance	Classement au 1 ^{er} -1-1948		Classement au 1 ^{er} -1-1949		OBSERVATIONS
		Classe	Ancienneté	Classe	Ancienneté	
BONNET GEORGES . . .	23-1-1907	3 ^{ème}	2 ans			Assimilé à : I. A. de 1 ^o Classe des Départements jusqu'au 16 Mars 1948. (Arrêté 1210/P 2 du 16 Mars 1948).

ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRE*Professeurs Agrégés : Cadre Normal*

BONNET GEORGES . . .	23-1-1907	4 ^{ème}	2 Ans - 8 jours			A compter du 16 Mars 1948 et jusqu'à sa réintégration.
----------------------	-----------	------------------	-----------------	--	--	--

Titularisations

Par arrêté du Gouverneur Général, Haut-Commissaire de la République en A.O.F. en date du :

19 janvier 1950. — Les Assistants topographes stagiaires dont les noms suivent qui ont accompli la 2^e année de stage réglementaire, sont titularisés dans leur emploi et nommés Assistants topographes Adjointes de 4^e classe du cadre commun supérieur des Travaux publics et du Service topographique pour compter des dates indiquées ci-dessous :

M. Johnson (Jérôme) — Togo — pour compter du 28 septembre 1949.

Congé hors cadres

Par arrêté du Gouverneur Général, Haut Commissaire de la République en A.O.F. en date du :

20 janvier 1950. — M. Bliivi (Pierre), commis adjoint hors classe du cadre commun secondaire des Services financiers de l'A.O.F., en service au Dahomey est placé, sur sa demande, pour une période de deux ans à compter du lendemain du jour de la notification à l'intéressé du présent arrêté, dans la position de congé hors cadres pour servir au Togo.

Affectation

Par ordonnance du Président de la Cour d'Appel de l'A.O.F. en date du :

16 janvier 1950. — M. Piton (François) Juge suppléant dans le ressort de la Cour d'Appel de l'A.O.F. est affecté au Tribunal de première instance de Lomé (Togo).

ACTES DU POUVOIR LOCAL**Situation administrative**

Par arrêté n° 73-50/P du :

28 janvier 1950. — Jusqu'à intervention du statut du chef du service de l'Enseignement au Togo, la situation administrative de M. Bonnet Georges, professeur agrégé de 3^e classe du cadre métropolitain, assimilé à un inspecteur d'Académie, en vertu de l'arrêté en date du 2 novembre 1948 du Ministre de l'éducation nationale, est, par analogie avec la situation des inspecteurs d'académie en service en A.O.F., révisée conformément aux dispositions faisant objet des articles 2, 3 et 4 ci-après :

M. Bonnet, inspecteur d'académie de 3^e classe pour compter du 30 août 1948 au 31 Décembre 1948 inclus, et inspecteur d'Académie de 2^e classe pour compter du 1^{er} janvier 1949, aura droit à ce titre sur le compte du Budget Local à la solde de présence

correspondant à son grade et fixée par le tableau d'échelonnement indiciaire annexé à l'arrêté général n° 3477/E., à savoir :

Solde de présence en francs métropolitains :

- a) du 30 août au 31 décembre 1948 inclus (indice 575) 555.000
 b) du 1^{er} janvier 1949 — (indice 600). 720.000

Cette solde sera augmentée des accessoires de solde alloués aux fonctionnaires des cadres régis par décret en service au Territoire.

M. Bonnet aura droit en outre pour compter du 30 août 1948 à l'indemnité annuelle pour charges administratives prévue pour les Inspecteurs d'Académie des Départements de 1^{re} classe auxquels il est assimilé, soit 85.000 francs métr.

Le nouveau traitement tel qu'il résulte des articles 1, 2 et 3 précédents, est exclusif de toute gratification.

Aucune indemnité ou avantage accessoire ne peut être accordé à M. Bonnet que dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur au Territoire relative au nouveau régime de solde, et en règle générale, dans les conditions fixées par les articles 5 et 7 de l'ordonnance du 6 janvier 1945.

Complément de solde

Par arrêté n° 60-50/F du :

25 janvier 1950. — Il est institué un complément annuel personnel de traitement en faveur des fonctionnaires ci-après désignés dont la rémunération globale est supérieure à celle qui découle des arrêtés n° 982 et 983-49/P. du 18 Décembre 1949.

M.M. Quashie William comptable après 36 mois des T.P.	7.816 frs
Apedo-Amah Georges Comptable après 36 mois des T.P.	557 frs
Bruce Emmanuel géomètre de 2 ^e classe	2.861 frs

Ces fonctionnaires continueront à bénéficier du complément personnel fixé ci-dessus, jusqu'à ce que par le jeu normal de l'avancement ou par suite d'une réévaluation générale des traitements, ils puissent bénéficier d'une solde égale ou supérieure à celle qu'ils percevaient à la date de la publication de l'arrêté n° 982 du 18 décembre 1949.

Le présent arrêté prendra effet ce 1^{er} janvier 1950.

Promotions

Par arrêté n° 97-50/P. du :

31 janvier 1950. — M. Brassard Raymond, Chef de district de 2^e classe — échelle 5 échelon 5 — est promu Chef de district de 1^{re} classe — échelle 6 échelon 5 — pour compter du 1^{er} septembre 1949 — Ancienneté dans le grade : néant.

La décision n° 719/D.P. du 29 octobre 1949 portant franchissement d'échelon est modifiée comme suit :

M. Ganfon Symphorien, Employé échelle 3 échelon 1 est classé Employé principal échelle 4 échelon 1 — pour compter du 1^{er} septembre 1949 — Employé principal échelle 4 échelon 2 pour compter du 1^{er} octobre 1949 — Toute ancienneté épuisée.

M. Mongeville Claude, Chef surveillant de la Voirie contractuel échelle 3 échelon 1 — est promu Piqueur échelle 4 échelon 1 pour compter du 1^{er} janvier 1950 — Ancienneté dans le grade : néant.

Nominations

Par arrêté n° 59-50/E. du :

25 janvier 1950. — Sont délégués dans les fonctions de directeurs d'écoles, les instituteurs et institutrices du C.C.S. d'A.O.F. ou du cadre local, dont les noms suivent, pour compter du 1^{er} octobre 1949.

1°) — de 5 à 9 classes

M. Akakpo Théophile, Inst. Ppl. de 3^e cl., Dayes-Apéyémé
 M^{me} Sanvee Hélène, Inst. adjte de 5^e cl., Anécho
 M^{me} Lawson Régine, Inst. adjte de 3^e cl., Lomé

2°) — de 3 à 4 classes

M.M. Namoro Karamoko, Inst. ord. de 2^e cl., Dapango
 Mikem Michel, Inst. ord. de 2^e cl., Mission-Tové
 Houénassou Daniel, Inst. ord. de 1^{re} cl., Amégnran
 Tékoé Alexandre, Inst. Ppl. de 2^e cl., Porto-Séguro
 Dagba Victor, Inst. Ppl. de 1^{re} cl., Nuatja
 Sitti Jean, Inst. ord. de 1^{re} cl., Amlamé
 Ekue Pierre, Inst. Ppl. de 1^{re} cl., Bassari
 Koussougbo François, Inst. adjt. de 1^{re} cl., Niamtougou
 Mama Fousséni, Inst. adjt. de 5^e cl., Cambolé
 Wilson Jean, Inst. ord. de 1^{re} cl., Lomé (école de camp)
 Johnson Denis, Inst. adjt. de 1^{re} cl., Agouégan
 Ayivi Abraham, Inst. Ppl. de 3^e cl., Agouévé
 Noutsougan Ruben, Inst. ord. de 2^e cl., Agou-Gare
 Aquitémé Téléqui, Inst. adjt. de 2^e cl., Kouméa

3°) — de 2 classes

M.M. Adanlété Michel, Inst. ord. de 2^e cl., Parataou
 Akouété Jean, Inst. Ppl. de 2^e cl., Koussoumtou
 Sont nommés p.i. dans les fonctions de directeurs d'écoles, les instituteurs ou moniteurs du C.C.S. d'A.O.F. et du cadre local dont les noms suivent, (pour compter du 1^{er} octobre 1949).

1°) — de 5 à 9 classes

M. Lawson Jonathan, Inst. Ppl. de 1^{re} cl., Anécho (Kutsch.)
 M^{me} Dovi Rosalie, Inst. adjte de 5^e cl. A.O.F., Sokodé
 M. Francis Paul, Inst. adjt. de 2^e cl., Mango

2°) — de 3 à 4 classes

M.M. Koffi Julien, Inst. Ppl. de 1^{re} cl., Atakpamé (école annexe)
 Adoté Jacob, Inst. Ppl. de 1^{re} cl., Gamé
 Awuté Gédéon, Inst. adjt. de 2^e cl., Dayes-Kakpa
 Ekue Martin, Inst. adjt. de 3^e cl., Bè
 Kolagbe Jean, Inst. adjt. de 2^e cl., Tsévié
 Ayanor Emile, Monit. adjt. de 6^e cl., Akata
 Kpétso Emmanuel, Inst. adjt. de 2^e cl., Kpadapé
 Akpé Benoît, Inst. adjt. de 2^e cl., Anié
 Martin Michel, Inst. adjt. de 2^e cl., Kévé
 Dantsé Linus, Monit. adjt. de 6^e cl., Guérin-Kouka
 Latévi Eloi, Monit. Ppl. de 3^e cl., Abobo
 Améganvi Louis, Inst. ord. de 1^{re} cl., Blitta

3°) — de 2 classes

M.M.

Kouassi Daniel, Monit. ord. de 1^{re} cl., Kpadapé
Gnemeqna Etienne, Monit. adjt. de 6^e cl., Kou-
ma-Tokpli

Adagbledu Jonas, Monit. adjt. de 6^e cl., Amous-
soukoupé

Amadou René, Monit. adjt. de 6^e cl., Bafilo
D'Almeida Pierre, Elève-moniteur, Gapé

Barrigah Samuel, Monit. Ppl. de 3^e cl., Aflao
Acouétey Bernard, Inst. Ppl. de 1^{re} cl., Ahépé

Lawson Joseph, Inst. Ppl. de 2^e cl., Aklakou
Ayayi Alphonse, Inst. adjt. de 2^e cl., Attitogon

Kumenu Joseph, Elève-monit., Agou-Nyongbon
Johnson Georges, Inst. Ppl. de 1^{re} cl., Tohou

Moreira Benoît, Inst. Ppl. de 1^{re} cl., Badou
Diogo Christophe, Monit. ord. de 1^{re} classe,

Tchamba

Ayefoumi Félix, Elève-moniteur, Agoulou
Mensah Kouévi, Inst. Ppl. de 1^{re} cl., Kabou

Colley Augustin, Inst. Ppl. de 3^e cl., Djaba-
tauré

Doh Seth, Inst. adjt. de 2^e cl., Kandé
Amavi Désiré, Monit. adjt. de 6^e cl., Bidjenga

Kuadjovi Salomon, Monit. adjt. de 1^{re} cl., Nano
Tchasse André, Monit. adjt. de 6^e cl., Kor-
bougou

Lawson Pierre, Inst. Ppl. de 2^e cl., Nakitindi-
Laré

Akolley Benoît, Elève-moniteur, Namoudjoga

Le présent arrêté abroge les dispositions des ar-
rêtés 948/P du 7 décembre 1948 et n° 522-49/P du
14 juillet 1949.

Par décision n° 49/D/P du :

26 janvier 1950. — L'adjudant de Gendarmerie
Dupont Georges, Commandant la Brigade de Lomé
est nommé cumulativement avec ses fonctions ac-
tuelles, Commissaire de Police de la Ville de Lomé,
pour compter du 1^{er} février 1950, en remplacement du
M.D.L.C. Grimaud, Marcel, Commissaire de Police
intérimaire.

Par décision n° 60/D/P du :

28 janvier 1950. — M. Cheval André, Médecin capitai-
ne des troupes coloniales en service à l'hôpital de Lomé
est nommé médecin-chef de la Subdivision sanitaire
de Lama-Kara — Pagouda, et du secteur n° 2, en
remplacement du médecin capitaine Scaon, rapatriable.

Par arrêté n° 106-50/P du :

4 février 1950. — M. Sanvée Noël, admis au con-
cours ouvert à Lomé le 19 janvier 1950 est nommé,
pour compter de 1^{er} février 1950, dans le cadre local
africain des assistants Police du Togo, en qualité de
stagiaire, et mis à la disposition du chef du service
de la Sûreté à Lomé.

Affectations

Par décision n° 50/D/P du :

26 janvier 1950. — M. Améganvi Louis, instituteur
ordinaire de 1^{re} classe, précédemment en service à
Blitta, est affecté à Lomé et mis à la disposition chef
du service de l'enseignement.

M. Adjohi Constantin, moniteur contractuel, pré-
cédemment à la disposition du chef du service de
l'enseignement à Lomé, est affecté à Blitta.

Par décision n° 62/D/P du :

30 janvier 1950. — M^{me} Creppy Hélène, institutrice
adjoite de 2^e classe du C.C.S. de l'A.O.F. précédem-
ment en service à Atakpamé, en fin de congé de ma-
ternité, est affectée provisoirement à l'école des filles
d'Adjido (Anécho).

Par décision n° 63/D/P du :

30 janvier 1950. — M^{lle} Céline Johnson, monitrice
adjoite de 6^e classe du cadre local, précédemment
en service à l'école des filles d'Adjido (Anécho), est
affectée à Lomé (école du camp.)

Par décision n° 64/D/P du :

30 janvier 1950. — M. Améganvi Vincent, facteur
adjoit de 6^e classe en service à Lomé, est affecté à
Tsévié en remplacement de M. Dossavi Raphaël,
facteur adjoit de 5^e classe, qui reçoit une autre
affectation.

M. Dossavi Raphaël, facteur adjoit de 5^e classe,
en service à Tsévié, est affecté à Lomé (Recette prin-
cipale).

La présente décision aura effet pour compter du
1^{er} février 1950.

Par décision n° 68/D/P du :

31 janvier 1950. — En attendant qu'une décision soit
prise à son égard, M. Kudjoh Hermann, instituteur
adjoit de 6^e classe du cadre commun secondaire de
l'enseignement de l'A.O.F., précédemment en service
à l'école primaire publique de Lomé, proposé pour
un changement de cadre par le Conseil de Santé,
est affecté provisoirement à l'agence intermédiaire
de Lomé.

Par décision n° 70/D/P du :

2 février 1950. — M. Dubois Louis, sous-chef de
bureau de 1^{re} classe d'administration Générale des
Colonies, de retour de congé et arrivé par avion à
Lomé le 29 janvier 1950, est mis à la disposition
du chef du bureau des Finances.

Par décision n° 74/D/P du :

4 février 1950. — M. Burignat Marc, contremaître
principal des chemins de fer du Togo, de retour
de congé et arrivé à Lomé le 1^{er} février 1950, est
mis à la disposition du directeur du Réseau des
C.F.T.

Par décision n° 86/D/F du :

9 février 1950. — M. Cantara Louis, contremaître
des chemins de fer du Togo, de retour de congé et
attendu à Lomé par le s/s Cap saint Jacques du 10
février 1950, est mis à la disposition du directeur du
Réseau des C.F.T.

Congé hors cadres

Par arrêté n° 111-50/P. du :

6 février 1950. — M. Titus Théophile, Commis d'administration principal de 1^{re} classe du cadre local du Togo, en service au Bureau des Finances à Lomé, est placé, sur sa demande, pour une période de deux ans, dans la position de congé hors cadres pour servir au Dahomey, pour compter de la date de sa mise en route sur ce Territoire.

Témoignage de satisfaction

Un témoignage officiel de satisfaction est décerné à M. Rebaud Jean, sous chef de bureau de 2^e classe d'administration générale, pour le motif suivant :

« Détaché dans les fonctions de Président du Tribunal de Justice de Paix à compétence limitée d'Anécho, a utilisé ses loisirs à approfondir et à parfaire sa connaissance des populations de ce Cercle, réussissant en moins de deux ans à mener à bien une monographie de la région des Afagnans et un coutumier du pays mina, ouvrages qui, d'ores et déjà, rendent les plus grands services à ceux qui sont chargés de l'administration de ce Cercle et qui, par la somme de renseignements qu'ils contiennent, ne peuvent manquer de contribuer à la connaissance et à la compréhension des populations étudiées »

Congés administratifs

Par décision n° 59/D/P du :

28 janvier 1950. — Un congé administratif de six mois pour en jouir à 15, rue Royet — Saint-Etienne (Loire) est accordé à M. Rebaud Jean, sous chef de Bureau de 2^e classe d'Administration générale des Colonies qui compte 25 mois et 3 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 1^{re} classe 2^e catégorie lui est en outre délivré à destination de Paris (via Lago) sur l'avion d'Air-France attendu à Lomé vers le 13 février 1950.

Par décision n° 82 D/P du :

8 février 1950. — Un congé administratif de six mois, pour en jouir à 12, Rue Amiral de Grasse — Nice (Alpes Maritimes), est accordé à M. Ménard René, administrateur de 1^{re} classe des Colonies, qui réunira, à la date du 16 mars 1950, 24 mois de séjour consécutifs au Territoire.

L'entrée en jouissance de ce congé comptera du jour de l'expiration de la mission dont il est actuellement chargé dans la Métropole.

Par décision n° 80 D/P du :

7 février 1950. — Un congé administratif de onze mois pour en jouir à Angoulême (Charente), Impasse des Allards, Lhoumeau, est accordé à M. Perrois Jacques, Commissaire de Police de 2^e classe du cadre commun supérieur de l'A.O.F. qui compte 36 mois de séjour consécutifs dans le Territoire, et qui n'avait bénéficié que d'une permission de 10 mois à la fin de son précédent séjour ayant duré 7 ans 1 mois 5 jours et au titre duquel il aurait pu prétendre à douze mois de congé.

Un passage pour la France, en 1^{re} classe 2^e catégorie, lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme

et ses quatre enfants âgés respectivement de 16 ans, 13 ans, 8 ans, 5 ans 6 mois, sur le paquebot Cap saï Jacques attendu à Lomé vers le 24 février 1950.

Par décision n° 81 D/P du :

7 février 1950. — Un congé administratif de six mois pour en jouir à la Martinique (Fort de France, 1 km, 500 route de Schoelcher) est accordé à M. Populo Alfred, Commis stagiaire des Trésoreries Coloniales qui compte 27 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 2^e classe 3^e catégorie lui est en outre délivré sur le paquebot Hoggar attendu à Lomé vers le 26 février 1950.

Réquisition de passage

Par décision n° 72/D/P. du :

4 février 1950. — Une réquisition de passage pour la France, par voie aérienne, en 1^{re} classe, 1^{re} catégorie B, de Lomé à Paris (via Lagos), sur l'avion d'« Air-France » attendu à Lomé le 13 février 1950, est accordée à M. Ménard René, administrateur de 1^{re} classe des Colonies, se rendant en mission dans la Métropole.

Sanction disciplinaire

Par décision n° 66/D/P. du :

31 janvier 1950. — Un blâme avec inscription au dossier est infligé aux agents dont les noms suivent en Service à l'Exploitation :

M.M. Adalbert Benoit, sous-chef de station de 1^{re} cl.
Kouao Joseph, facteur de 3^e classe

pour le motif suivant :

« Négligences graves répétées en service ».

Démission

Par arrêté n° 54-50/P du :

25 janvier 1950. — Est acceptée, pour compter du 16 février 1950, la démission de son emploi offerte par M. Horard Gustave, conducteur principal de 2^e classe des Travaux Agricoles et Forestiers du Togo, actuellement en disponibilité sans traitement.

Retraite

Par arrêté n° 115-50/P. du :

7 février 1950. — Est et demeure rapporté, en ce qui concerne M. Kouévi Gabriel, l'arrêté n° 987-49/P du 18 décembre 1949, portant admission à la retraite.

M. Kouévi Gabriel, Commis d'Administration principal de 1^{re} classe, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour ancienneté de service, pour compter du 1^{er} juillet 1950.

Agents de police**Prolongation de stage**

Par arrêté n° 55-50/P du :

25 janvier 1950. — L'Agent de Police stagiaire Kintossou Comlanvi François, en service à Sokodé, est soumis à une nouvelle période de stage d'une durée d'un an, à compter du 10 janvier 1950.

Sanction disciplinaire

Par arrêté n° 69-50/P du :

27 janvier 1950. — La peine disciplinaire d'un an de retard dans l'avancement est infligée à l'agent de police de 3^e classe Afanou Mathias, en service à Atakpamé, pour avoir, étant ivre, causé un scandale public.

Gardes-frontières**Affectation**

Par décision n° 65/D/P du :

30 janvier 1950. — M. Estève Richard, garde frontière de 5^e classe, en service à la Brigade de Lomé est affecté au Poste de Douane de Badou.

M. Lawson Oscar, garde frontière de 6^e classe en service à Kwadjovikopé, est affecté au poste de douane de Bitjabé.

Sanction disciplinaire

Par arrêté n° 80-50/P du :

30 janvier 1950. — La peine disciplinaire d'un an de retard dans l'avancement est infligée à M. Lawson Oscar, garde-frontière de 6^e classe en service au poste de Kwadjovikopé, pour faute grave en service.

Retraite

Par arrêté n° 107-50/P du :

4 février 1950. — Sont admis d'office à faire valoir leurs droits à une pension de retraite, pour compter du 1^{er} mars 1950 :

1° — pour infirmités imputables au service :

M. Gourma Anani, garde-frontière de 1^{re} classe

2° — pour infirmités non imputables au service

M. Esso Tchabana, sergent garde-frontière.

Licenciement

Par arrêté n° 98-50/P. du :

31 janvier 1950. — M. Delley Constantin, garde-frontière stagiaire, en service à la Brigade des Douanes de Lomé, est licencié de son emploi pour faute grave en service.

Le présent arrêté aura effet pour compter du lendemain de sa notification à l'intéressé.

Révocation

Par arrêté n° 99-50/P. du :

31 janvier 1950. — M. Kpatcha Bagnol, garde-frontière de 4^e classe du cadre local du Togo, en service à la Brigade des Douanes de Lomé, est révoqué de ses fonctions, pour faute grave en service.

Le présent arrêté aura effet pour compter du lendemain de sa notification à l'intéressé.

Forces de police

Par arrêté n° 70-50/BM. du :

27 janvier 1950. — Sont engagés dans le Corps des gardes cercles comme gardes de 2^e classe à compter du 1^{er} janvier 1950 et affectés le dit jour au dépôt des gardes de Lomé, les ex-tirailleurs dont les noms suivent :

M.M. Azoté Tchem	Konte Karémidja
Salbe Thomas	Adjola Kokou
Mawao Sinfélé	Assi Téwezin
Afoda Mama	Tchen Tagba
Akare Kanim	Badjali Ali
Adjom Tchomba	Kpimbe Gando
Kolani Kombati	Douti Wadja
Lare Darko	Gahoédé Afandina
Tchahe Vitus	

Le garde de 2^e classe Kagberi Tayétéba N° M^{le} 1821 du dépôt des gardes, décédé à l'hôpital de Lomé le 6 janvier 1950, est rayé des contrôles actifs du Corps des gardes cercles du Territoire à compter du 7 janvier 1950.

Sont proposés pour l'attribution d'une pension de retraite dans les conditions fixées par l'arrêté n° 112 du 20 février 1937 et rayés des contrôles actifs du Corps des gardes du Territoire pour compter du 1^{er} juillet 1950, les gradés et gardes dont les noms suivent :

M.M. Agande Pierre, Brig. 2^e cl. M^{le} 1263, du dépôt des gardes
Dangouniangue, garde 1^{re} cl. M^{le} 1162, du peloton de Klouto
Aboute, garde 1^{re} cl. M^{le} 1174, du peloton de Sokodé (Lama-Kara).

La démission de son emploi présentée par le garde de 2^e classe Assambla Koujango n° M^{le} 1374 du dépôt des gardes, est acceptée pour compter du 1^{er} février 1950.

La gratuité du transport lui est accordée pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

DIVERS**Caisse d'avance**

Par décision n° 48/D/F du :

25 janvier 1950. — M. Rossignol (René) Ingénieur des T.E.C. de 3^e classe est nommé Gérant de la Caisse d'avance créée par l'arrêté n° 61-50 du 25 janvier 1950.

Centre de rééducation

Par décision n° 51/D/APA du :

27 janvier 1950. — Sera placé dans le Centre de rééducation de Palimé pendant une durée de trois ans le sieur Djokoto Comlan Jean, âgé de 17 ans né à Palimé (Fiakomé) fils de Djokoto Ignace et de Mina, célibataire sans enfant, acquitté comme ayant agi sans discernement par jugement en date du 18 janvier 1950 du Tribunal correctionnel de Lomé.

Commission

Par décision n° 76/D/F du :

4 février 1950. — Une Commission composée de :

M.M. Haag Albert, procureur de la Ré-
blique
Zèle Jacques, président de la cham-
bre de Commerce
Ajavon Emmanuel, notable
Président
Membres

tous trois membres du Conseil Privé du Territoire, se réunira dans le courant du mois de février 1950 à l'effet de constater en ce qui concerne les comptes administratifs du Budget Local du Togo, exercice 1948, la concordance entre les écritures et celles des services de l'ordonnancement dudit Budget.

Conseil d'arbitrage

Par arrêté n° 114-50/APA du :
7 février 1950. — Sont nommés assesseurs auprès des Conseils d'arbitrage de travail indigène pour l'année 1950 :

CERCLE DE LOME

a) — Assesseurs titulaires

M.M. Bastard, agent fondé de pouvoirs de Cie F.A.O.
Adjallé Joseph, chef de canton d'Amoutivé

b) — Assesseurs suppléants

M.M. Azémard, agent fondé de pouvoirs de la S.
G.G.G.
Aklassou Joseph, chef de canton de Bè

CERCLE D'ANECHO

a) — Assesseurs titulaires

M.M. Paisan Robert, directeur S.C.I.A.
Glyn Lawson, notable

b) — Assesseurs suppléants

M.M. Gaba Joseph, agent de la U.A.C.
de Campos Boniface, commerçant

CERCLE DE KLOUTO

a) — Assesseurs titulaires

M.M. Oberhansli Georges, conducteur des Travaux
agricoles
Dagbovie Peter, gérant U.A.C.

b) — Assesseurs suppléants

M.M. Gontier Corneille, directeur de la Compagnie
Générale du Togo
Ben Woamede, notable

CERCLE D'ATAKPAME

a) — Assesseurs titulaires

M.M. Moindrot Sylvain, agent de la S.G.G.G.
Atchikiti Abassan, chef de canton

b) — Assesseurs suppléants

M.M. Peyres Paul, agent de la S.G.G.G.
Abbey Amouzou Joseph, notable

CERCLE DE SOKODE

a) — Assesseurs titulaires

M.M. Fillot Lucien, agent de la S.G.G.G.
Issifou Ayeva, chef supérieur

b) — Assesseurs suppléants

M.M. le R.P. Boursin Théophile, missionnaire
Moussa, Imam

CERCLE DE MANGO

a) — Assesseurs titulaires

M.M. le R.P. Welsh, missionnaire
Amadou Mandé, commerçant

b) — Assesseurs suppléants

M.M. Gravilloux, fermier
Yandja, commerçant.

Enseignement

Bourses

ADDITIF à l'arrêté n° 801-49/E du 3 octobre 1949 accordant, renouvelant ou supprimant des bourses métropolitaines.

Ajouter :

Lycée de Montpellier

Eklou Paulin

Le reste sans changement.

Heures supplémentaires

Par décision n° 85/D/E du :

9 février 1950. — Les fonctionnaires dont les noms suivent, professeurs ou chargés de cours du collège classique de Lomé percevront les indemnités pour cours de spécialités conformément aux taux prévus à l'arrêté 132-49/F du 16 février 1949 et aux catégories ci-après désignés :

Taux licenciés et assimilés — cadre normal 16 heures

M.M. Deleris, Louis, professeur licencié et diplômé d'études supérieures, principal du collège.
Pontier Louis, licencié ès-sciences, chargé de recherches à l'O.R.S.C.

Navarro Jean, licencié ès-sciences, mathématiques ingénieur — météorologiste adjoint.
Mével Pierre, professeur licencié, diplômé d'études supérieures.

Descadeillas Clément, professeur licencié et certifié.

Taux licenciés et assimilés — cadre normal 18 heures

M^{lle} Leska Hélène, professeur licencié et certifié.

Taux P. A. licenciés et assimilés — chargés d'enseignement-cadre normal 18 heures

M. Vasseur Louis, professeur-adjoint licencié

Taux Bacheliers et assimilés

M. Cadena Louis, adjoint d'enseignement, Surveillant général.

Ces indemnités seront payables par trimestre sur le vu d'un certificat du travail effectué, certifié conforme par l'inspecteur d'Académie.

Ecole d'agriculture tropicale

Par arrêté du Ministre de la France d'Outre-mer en date du :

9 février 1950. — Sont admis à suivre l'enseignement de l'école supérieure d'application d'Agriculture Tropicale en qualité d'ingénieurs-élèves des services de l'Agriculture aux colonies pour l'année scolaire 1949-1950 :

2°) *Section production agricole.*

à compter du 15 octobre 1949, date de l'entrée à l'école supérieure d'application d'Agriculture Tropicale :

M. de Guyon (Hugues) ingénieur agricole.

Frais funéraires

Par décision n° 45 D/F du :

25 janvier 1950. — Le remboursement d'une somme de quatre mille trois cent soixante quinze francs (4.375 frs) à titre de frais funéraires supportés à l'occasion du décès de son fils Kouassi Kodjovi Fréjus, survenu à Kpadapé, le 9 septembre 1949, est accordé à M. Kouassi Daniel, moniteur ordinaire de 1^{re} classe de l'enseignement officiel, en service à Kpadapé.

La dépense est imputable au Budget Local exercice 1949 — chapitre XVII — article 2 — paragraphe 1 (Dépenses imprévues).

Par décision n° 56/D/C.F.T. du :

28 janvier 1950. — Est allouée à M. Kokou Tossou, commis au C.F.T. à Lomé, la somme de quatre mille francs (4.000 frs) pour remboursement des frais funéraires et d'érection de tombe occasionnés par le décès de son père Djodekoume Tossou, ex-second maître canotier du wharf;

La dépense est imputable au Budget annexe du chemin de fer et du wharf — exercice 1950 — chapitre 2 ter — art. 4 paragraphe 2.

Par décision n° 57/D/CFT du :

28 janvier 1950. — Est allouée à M. Senouvo Alphonse, écrivain de 1^{re} classe des C.F.T. à Lomé, la somme de cinq mille francs (5.000 frs) pour remboursement des frais funéraires et d'érection de tombe occasionnés par le décès de son épouse;

La dépense est imputable au Budget annexe du chemin de fer et du wharf — exercice 1950 — chapitre 1 ter — art. 4 paragraphe 2.

Par décision n° 58/D/CFT du :

28 janvier 1950. — Est allouée à M. Dagan Anselme, pointeur principal du 2^e classe du wharf à Lomé la somme de mille cinq cents francs (1.500 frs) pour remboursement des frais funéraires et d'érection de tombe occasionnés par le décès de sa fillette Elisabeth Ablavi Dagan.

La dépense est imputable au Budget annexe du chemin de fer et du wharf — exercice 1950 — chapitre 2 ter. — art. 4 paragraphe 2.

Interdictions de séjour

Par arrêté n° 100-50/APA du :

31 janvier 1950. — Le séjour sur les territoires des Cercles de Lomé, Klouto, Centre, Sokodé, Mango et la ville d'Anécho est interdit pendant une durée de dix ans pour compter du 20 février 1950, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Messanvi Lossou, détenu à la prison de Klouto, âgé de 32 ans environ, né à Hlandé, Cercle d'Anécho (Togo) fils de feu Lossou et de Sobossi, célibataire sans enfant, demeurant à Tové-Ati (Cercle de Klouto) F.D. 11.511/22.222, condamné pour vol à 7 ans de prison, 6.000 frs d'amende, dix ans d'interdiction de séjour et 20.000 frs de dommages intérêts à payer solidairement, par jugement en date du 23 septembre 1944 du Tribunal du 1^{er} degré de Klouto.

Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de cinq ans, pour compter du 6 avril 1950, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Tankovi Djibi, détenu à la prison de Klouto, âgé de 34 ans environ, né à Kové (Dahomey) fils de feu Tankovi et de Nadjo, domicilié à Kové (Dahomey) de passage à Lomé, marié deux enfants (F.D. 13.331/33.333) condamné pour escroquerie et complicité à deux ans de prison et cinq ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 24 novembre 1948 du Tribunal Correctionnel de Lomé.

Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de cinq ans, pour compter du 21 avril 1950, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Karena ou Karina Louis Odjo, détenu à la prison de Klouto, âgé de 28 ans environ, né à Porto-Novo (Dahomey) fils des feus Karena et Ayena, marié sans enfant, demeurant à Anécho (F.D. 11.111/22.252) condamné pour vol à deux ans de prison et cinq ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 25 octobre 1948 du Tribunal Correctionnel de Lomé.

Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de cinq ans, pour compter du 28 avril 1950, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Fassinou Kakpo, détenu à la prison de Klouto, âgé de 27 ans environ, né à Ouidah (Dahomey) fils de Fassinou et de Ahagonou, domicilié à Lomé (F.D. 13.333/23.332) condamné pour vol à deux ans de prison et cinq ans d'interdiction de séjour, restitution de 21 sacs de ciment, par jugement en date du 29 octobre 1948 du Tribunal Correctionnel de Lomé.

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux prescriptions de l'article 45 du Code Pénal.

Par arrêté n° 101-50/APA. du :

31 janvier 1950. — Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de deux ans pour compter du 31 janvier 1950, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Sido Oussouman, détenu à la prison de Lomé, âgé de 25 ans environ, né à Sokoto (Nigéria Anglaise), fils de Sido et de Silimon, célibataire, sans enfant, cultivateur, de passage à Lomé, (F.D. 11.115/52.222), condamné pour vagabondage à 15 jours de prison et deux ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 17 janvier 1950 du Tribunal Correctionnel de Lomé, (Flagrant délit).

Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de deux ans pour compter du 31 janvier 1950, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Sanda Garba, détenu à la prison de Lomé, âgé de 22 ans environ, né à Sokoto (Nigéria Anglaise), fils de Sanda et de Aissatou, célibataire sans enfant, cultivateur, de passage à Lomé, (F.D. 11.551/22.222), condamné pour vagabondage à 15 jours de prison et deux ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 17 janvier 1950 du Tribunal Correctionnel de Lomé, (Flagrant délit).

Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de deux ans pour compter du 31 janvier 1950, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Mama Oumarou, détenu à la prison de Lomé, âgé de 20 ans environ, né à Sokoto (Nigéria Anglaise), fils de Mama et de Aouna, célibataire, sans enfant, cultivateur, de passage à Lomé, (F.D. 33.311/22.233), condamné pour vagabondage à 15 jours de prison et deux ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 17 janvier 1950 du Tribunal Correctionnel de Lomé, (Flagrant délit).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux prescriptions de l'article 45 du Code Pénal.

Par arrêté n° 105-50/APA. du :

2 février 1950. — Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 11 avril 1950, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Mamadou Larba Odraogo ou Wédérarogou, détenu à la prison de Sokodé, âgé de 22 ans environ, né vers 1928 à Bamako (Soudan), fils de Larba Odraogo et de Bobido, marié 2 enfants, sans profession et sans domicile fixe, condamné pour vagabondage à trois mois de prison et cinq ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 12 janvier 1950 du Tribunal Correctionnel de Sokodé.

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux prescriptions de l'arrêté 45 du Code Pénal.

Justice

Par arrêté n° 67-50/APA. du :

27 janvier 1950. — Sont nommés assesseurs indigènes près les Tribunaux du 1^{er} degré de Lomé, Tsévié, Anécho, Klouto, Atakpamé, Sokodé, Bassari, Lama-Kara, Mango et Dapango pour l'année 1950 :

Tribunal du 1^{er} degré de Lomé

- M.M. Tamakloe Fred, coutume Ahoulan
 Agbaglo Jérôme, coutume Ewé
 Gibirila Sanoussi, coutume Nago
 Adjallé Joseph, coutume Ewé
 Gaba Jacob, coutume Mina
 ● Acolatse Alex, coutume Ahoulan
 Dossou Augustin, coutume Fon
 Moussa Kona, coutume Ahoussa
 Kangni Thomas, coutume Plah-Pédah
 Comlan Ferdinand, coutume Mina
 Koumako Henri, coutume Ewé
 Adokou Amoussou, coutume Ewé

Tribunal du 1^{er} degré de Tsévié

- M.M. Dorkenoo Michel, Chef canton Aképé, coutume Ewé
 Kokou Maglo Dogbla III, Davié-Assomé, coutume Ewé
 Kpelly Bernard, M. Tové-Akoviépé, coutume Ewé
 Thomas Fiaty, coutume Ewé
 Awlime Kodjo, Chef village Assahoun, coutume Ewé
 Azi Egbevado, chef quartier à Gapé, coutume Ewé
 Viada Noglo, Notable à Assomé, coutume Ewé
 Agama Dali, Chef village Fongbé, coutume Fon
 Ahiakpor Andréas, Notable à Tsévié, coutume Ahoulan
 John Agbemavor, Notable à Tsévié, coutume Ahoulan
 Malam, Chef de quartier à Tsévié, coutume Ahoussa
 Edo, Chef de quartier à Tsévié, coutume Nago

Tribunal du 1^{er} degré d'Anécho

- M.M. Louis Atiogbe, chef de village Ekpoui, coutume Mina
 Abalo d'Almeida, chef d'Atouéta, coutume Mina
 Antoine Ayi, chef de Seko, coutume Mina
 Matchianigban Hlonto, notable à Assoukopé, coutume Mina
 Jacob Sanvee, Planteur à Anécho, coutume Mina
 Noudoukou, chef de Dagbati, coutume Ouatchi
 Messanvi Agbézouhlon, coutume Ouatchi
 Anato, chef de Zooti, coutume Ouatchi
 Maoussi Assikouyo, chef de Safi, coutume Ouatchi
 Codjo Ekon, chef de Ghoto, coutume Ouatchi
 Aloulé Awouté, chef d'Awoutécondji, coutume Ouatchi
 Akandé Tchitou, Notable à Anécho, coutume Musulmane

Tribunal du 1^{er} degré de Klouto

- M.M. Adassou Tété, chef du canton d'Akata, coutume Ewé
 John Akafia, sous-chef de Palimé, coutume Ewé
 Adolph Gah, chef du village de Gadza, coutume Ewé
 Tsally IX, chef du canton d'Agomé, coutume Ewé
 Paul Agbémabiassé, Notable à Palimé, coutume Ewé
 Elias Doh, Notable à Kpadafé, coutume Ewé
 Laurenz Abotsi, bijoutier, notable à Palimé, coutume Ahoulan,
 Emmanuel Attiogbé, notable à Palimé coutume Mina
 Abouté, chef collectivité cabraise, coutume Cabraise
 Salou Abibou, chef collectivité Yoroubas, coutume Nago
 Malam Midziyawu, chef collectivité Haoussa, coutume Haoussa
 Savalou, chef collectivité Fon, coutume Fon,

Tribunal du 1^{er} degré d'Atakpamé

- M.M. Tchakpala Soussoukpo, Notable à Atakpamé, coutume Ana
 Reinhold Frantz Mensah, Notable à Atakpamé, coutume Ewé
 Akakpo Kodokonsou, Notable à Atakpamé, coutume Ana
 Lawson John, Notable à Atakpamé, coutume Ewé
 Guedo Aboudou, chef de Tchakpali, coutume Akposso
 Hounkpati Doufozin Jean, chef d'Avédjé, coutume Akposso
 Tofon Dakpo, chef d'Agbonou-Fon, coutume Fon
 Ezin Marcel, chef d'Avété, coutume Fon
 Ketekete, Notable à Atakpamé, coutume Losso-cabraise
 Assouma, chef des cabrais, coutume Losso-cabraise
 Batcharou Moussa, Notable à Atakpamé-Zongo, coutume Musulmane
 Abou Ladani, Notable à Atakpamé, coutume Musulmane
 Tossoukpè, Notable à Atakpamé, coutume Ouatchi

Tribunal du 1^{er} degré de Sokodé

- M.M. Issa, chef de Katambara, coutume Cotocoli
 Malam Kérim, Notable de Dédauré, coutume Musulmane
 Aboudoulaye, chef de Sokodé, coutume musulmane
 Kogoue, chef de Sokodé-Cabrais, coutume Cabraise
 Adam Mola, Notable à Dédauré, coutume Musulmane
 Ouro Bangana, chef de Tchaourondé, coutume Cotocoli
 Agbagni, Notable au zongo, coutume Musulmane
 Idrissou Savé, notable au Zongo, coutume musulmane
 Mefeyirou, chef de Boussalo, coutume Cabraise
 Tamberman, chef de Lama-Tessi, coutume Cabraise
 Titah, chef de Sagbadé, coutume Losso
 Tazo, chef de Tigbada, coutume Losso

Tribunal du 1^{er} degré de Bassari

- M.M. Bassabi Ouro, chef du canton de Bassari, coutume Bassari
 Issifou, chef du Canton de Bapuré, coutume Konkomba
 Oudiné, chef du Canton de Guérin-Kouka, coutume Konkomba
 Ouro Yondou, chef du village de Tiawalin, coutume Cotocoli
 Ouro Nilé, chef du village de Bigabo, coutume Cotocoli
 Tchokou, chef du village de Binako, coutume Losso
 Adjam, chef du village de Kikpéou, coutume Losso
 Kpanté Titipo, chef du village d'Akéyta, coutume Cabraise
 Méatchi, chef du village de Santé-Haut, coutume Cabraise

- M.M. Malam Barao, chef du zongo de Bassari, coutume Musulmane
 Bassabi, chef de famille à zongo (Bassari), coutume Musulmane

Tribunal du 1^{er} degré du Lama-Kara

- M.M. Palanga Tchédéré, chef supérieur, coutume Cabraise
 Kéléou, chef du village de Lama-Kara, coutume Cabraise
 Ama, chef du village de Kolidé, coutume Cabraise
 Azoumarou, chef de canton de Lassa, coutume Cabraise
 Assi Robert, chef de Canton de Pyia, coutume Cabraise
 Akara, chef de canton de Kétao, coutume Cabraise
 Birega, chef supérieur des Lossos, coutume Nadéba
 Bakélé, chef de Canton de Siou, coutume Nadéba
 Bataka, chef de Canton de Sara-Kawa, coutume Lamba
 Koubatine, chef de Canton d'Aloum, coutume Lamba
 Assouma, chef de zongo (Lama-Kara), coutume Musulmane
 Baoua, l'Iman de Lama-Kara, coutume Musulmane

Tribunal du 1^{er} degré de Mango

- M.M. El-Hadj-Abdoulaye, Iman à Mango, coutume Tchokossi
 N'Djambara, chef du quartier Sangbana à Mango, coutume Tchokossi
 Farbaré Djakpa, Notable à Mango, coutume Tchokossi musulmane
 Amadou Mandé, commerçant à Mango, coutume Tchokossi Musulmane
 Dan-Oulou, chef du quartier zongo à Mango, coutume Haoussa Musulmane
 Aliko, chef de Canton d'Ataloté, à Mango, coutume Lambar
 Alfa, chef de quartier de Tamberma-est, coutume Tamberma
 Bapiri, chef de Canton de Takpamba, coutume Takpamba
 Bafoulime, chef de village de Nardjiki (Kou-mongou), coutume Tchokossi
 Sambiani N'Barma, chef du quartier de Mougou, coutume N'gangan
 Arrite, chef de village de Namoundté (Kandé), coutume Lamba
 Soungoumba, chef du quartier de Nagbéni, coutume Gourma

Tribunal du 1^{er} degré de Dapango

- M.M. Lateyi Diguili, chef du village de Ourgou (Dapango), coutume Moba
 Yadja, chef du village de Toaga (Dapango), coutume Moba
 Lamboni Kong, chef de canton de Nandoga, coutume Moba
 Nagnago, chef du village de Cinkassé (Timbou), coutume Yanga
 Billa, chef du village de Boadé (Timbou), coutume Bou-sancé

M.M. Yebliga, chef groupement Mossis (Dapango) coutume Mossi
 Mahama Yarbaba, chef groupement haoussa (Dapango) coutume haoussa-musulmane
 Koungoulouti, chef groupement peulhs, coutume peulh
 Daganla, chef de canton de Katindi, coutume Gourma
 Dobre, chef de canton de Korbongou, coutume Gourma
 Djanfare Laré, chef du village de Pana, coutume Gourma
 Kodjo, chef du village de Bidjenga, coutume Gourma.

Par arrêté n° 68-50/APA. du :

27 janvier 1950. — Sont nommés assesseurs indigènes près les Tribunaux du 2^e degré de Lomé, Anécho, Klouto, Atakpamé, Sokodé et Mango pour l'année 1950 :

Tribunal du 2^e degré de Lomé

M.M. Akllassou Joseph, Chef du canton de Bè, coutume Ewé
 Semekonon Agblevon, Chef du canton d'Aflao, coutume Ewé
 Anthony Norbertus, Notable Chef de quartier, coutume ahoulan
 Homawoo Francis, Notable, coutume Somé
 Sédjro Tété, Chef du canton d'Agouévé, coutume Ewé
 Katè Joseph, sous-chef du canton d'Agouévé, coutume Ewé
 Ajavon Emmanuel, Notable-Chef de quartier, coutume Mina
 Agbodjan William, Notable Chef de quartier, coutume Mina
 Fumey Mensah William, Notable, coutume Mina
 Akakpo Emmanuel, coutume Fon
 Malm Ahoudou, Notable, coutume Yorouba
 Malm Sambo, Notable, coutume Nago-Ahoussa

Tribunal du 2^e degré d'Anécho

M.M. Glyn Lawson, Notable à Anécho, coutume Mina
 Fio Assiakoley, chef de Porto-Séguro, coutume Mina
 Fio Aghanon, chef de Glidji, coutume Mina
 Ata Quam Dessou, chef de famille, coutume Mina
 Messan Sognigbé, chef d'Aklakou, coutume Mina
 Akakpo Akouété, chef de Vokoutimé, coutume Ouatchi
 Viagbo, chef de Tabligbo, coutume Ouatchi
 Djossou Mlapa, chef de Togoville, coutume Ouatchi
 Djogbessi, chef d'Agagnan, coutume Ouatchi
 Akakpo Kou, chef d'Amégnran, coutume Ouatchi
 Koffi, chef de Tchékpo, coutume Ouatchi
 Ibrahim Mamadou, Iman à Anécho, coutume Musulmane

Tribunal du 2^e degré de Klouto

M.M. Apetor II, chef de la ville de Palimé, coutume Ewé
 Gbedey Eklou, Notable à Tové-Agbessia, coutume Ewé
 Kutumua, chef canton d'Agou-Kébou, coutume Ewé

M.M. Dom Gameti, chef canton de Kouma, coutume Ewé
 Kpaté Aguédé, chef canton d'Agotimé, coutume Ewé
 Alensou Mensah, chef d'Agou-gare, coutume Ewé
 Kossi Dziekpor, bijoutier Notable à Palimé, coutume Ahoulan
 Gaspard Abbey, Notable à Palimé, coutume Mina
 Sama Gnanzo, Notable Cabrais à Palimé, coutume Cabraise
 Folabi Agoutola, Notable Yorouba à Palimé, coutume Nago
 Agoumado, Notable Haoussa à Palimé, coutume Haoussa
 Guedegbé, Notable fon à Palimé, coutume Fon

Tribunal du 2^e degré d'Atakpamé

M.M. Atchikiti Abassan, chef de canton d'Atakpamé, coutume Ana
 Ihou Attigbé, chef de canton de l'Akposso-sud, coutume Akposso
 Abbey Amouzou Joseph, Notable à Atakpamé, coutume Ewé
 Gnadjogbe Glikpo, Notable à Atakpamé, coutume Akposso
 Onoudje Djamba, chef du village de Dadja-Fon, coutume Fon
 Gouvidé Danhomé, chef de Sada, coutume Fon
 Kanli Adjonou, chef du village d'Alakoyo, coutume Ana
 Kodo, chef de canton de Blitta, coutume losso-Cabraise
 Senayah Amoaou, Ben, Notable à Atakpamé, coutume Ahoulan
 Aladji Sayibou, Notable au zongo, coutume Musulmane
 Ali Tchola, représentant des Nagos à Atakpamé, coutume musulmane
 Daboni Emmanuel, notable à Atakpamé, coutume Akébou
 Kogo, Notable à Atakpamé, coutume Ouatchi

Tribunal du 2^e degré de Sokodé

M.M. Moussa Iman à Dédauré, coutume Musulmane
 Boukari, chef de Kolina-Kobidji, coutume Cotocoli
 Ouro Sama, Notable à Agoulou, coutume Cotocoli
 Djibiril, chef du canton de Koussountou, coutume Cotocoli
 Boukari, notable à Paratao, coutume cotocoli
 Abdoulaye, chef du canton de Tchamba, coutume Bitchembi
 Abete, chef du canton d'émigration Cabraise, coutume Cabraise
 Tchakpede, Notable à Dédauré coutume Musulmane
 Iman Seibou, Notable à Paratao coutume Musulmane
 Tanam, chef du village de Kazaboua, coutume Cabraise
 Kotokali, Notable à Aou-Losso, coutume Losso
 Atakora, chef du village d'Ayengré, coutume Cabraise

Tribunal du 2^e degré de Mango

- M.M. Nambiema, chef supérieur de Tchokossi, coutume Tchokossi
- Malam Ibrahim, Notable à Mango, coutume Tchokossi
- Malam Amadou Kpana, Notable à Mango, coutume peulh-musulmane
- Tignan, chef du canton de Koumongou, coutume N'gan-Gam
- Barnab Kolani, chef supérieur des Mobas, coutume Moba
- Yendabré Tiem, chef supérieur des gourmas coutume Gourma
- Yendabré Kombaté, Notable à Pana, coutume Gourma
- Pandam Lamboni, chef du canton de Bidjenga, coutume Gourma
- Gatzaro Namoundji, chef supérieur des Lambas, coutume Lamba
- Gninde, chef du canton de Pessidé, coutume Lamba
- Yetchabre Tchamboate, chef du canton de Dapango, coutume Moba
- Samare, commerçant à Timbou, coutume bous-sancé.

Par décision n° 71/D/APA. du :

2 février 1950. — M. Richard Paul, Elève-Administrateur des Colonies est nommé Adjoint au Commandant du Cercle d'Anécho et Président du Tribunal du 1^{er} degré d'Anécho.

Par arrêté n° 116-50/APA. du :

8 février 1950. — M. Achard René, Commissaire de police de 3^e classe de la Sûreté Nationale, Commissaire aux délégations judiciaires à Lomé, est désigné pour présider le Tribunal à compétence correctionnelle et de simple police d'Anécho, en remplacement de M. Rebaud Jean, sous chef de bureau d'Administration générale des Colonies, titulaire d'un congé administratif.

Listes électorales

Par arrêté n° 57-50/APA. du :

25 janvier 1950. — Est modifié comme suit, l'article 7 — paragraphe 2 de l'arrêté n° 1033-49/APA. du 31 décembre 1949.

Au lieu de :

2^o — Cercle d'Anécho

M.M. Fio Lawson

Lire :

2^o — Cercle d'Anécho

M.M. Raphaël Lawson

Le reste sans changement.

Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes du Territoire.

Produits pharmaceutiques

Par arrêté n° 56-50/APA. du :

25 janvier 1950. — M. Hilaire Raoul de Souza est autorisé à tenir à Agou-Gare (Cercle de Klouto) dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928, un dépôt de produits pharmaceutiques (listes n° 1 et 2).

Rôles

Par arrêté n° 104-50/CD. du :

31 janvier 1950. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle supplémentaire exercice 1950 ci-après s'élevant à quatre-vingt-quinze mille francs.

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
2	Anécho	Impôts cédulaires	95.000	95.000

La date de la mise en recouvrement de ce rôle est fixée au 1^{er} mars 1950.

Par arrêté n° 110-50/CD. du :

6 février 1950. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires exercice 1949 ci-après s'élevant à la somme de : quatre-vingt-six mille cinq cent huit francs.

cutoires les rôles supplémentaires exercice 1949 ci-après s'élevant à la somme de : quatre-vingt-six mille cinq cent huit francs.

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
283	Lomé-Trésor	Impôts cédulaires.	19.574,—	22.415,—
		Impôt général	2.841,—	
284	Agce. Anécho	Impôts cédulaires	13.960,—	28.360,—
		Impôt général	14.400,—	
285	Agce. Tsévié	Impôts cédulaires (Retenue à la source)	48,—	48,—
286	— Atakpamé	Impôts cédulaires.	11.799,—	16.036,—
		Impôt général.	4.237,—	
287	—	Impôts cédulaires (Retenue à la source)	11.497,—	11.497,—
288	Agce. Sokodé	Impôts cédulaires	850,—	1.630,—
		Impôt général	780,—	
289	Agence Dapango	Impôt général	2.470,—	2.470,—
290	Agce. Anécho	Impôts cédulaires (Retenue à la source).	4.052,—	4.052,—
				86.508,—

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 1^{er} mars 1950.

Subventions

Par décision n° 47/D/E. du :

25 janvier 1950. — Pour le quatrième trimestre 1949, une subvention de 2.207.700 francs (deux millions deux cent sept mille sept cents francs) est accordée aux établissements de la Mission Catholique au Togo, afin de contribuer à couvrir leurs dépenses de personnel, de matériel, d'outillage d'enseignement professionnel, manuel, agricole et de fournitures scolaires.

Par décision n° 77/D/F. du :

6 février 1950. — Une subvention de six millions de francs (6.000.000 de francs) est accordée au Vicariat Apostolique de Lomé, pour la continuation des travaux de construction du Collège de la Mission Catholique.

Cette subvention sera mandatée au nom de Monseigneur Joseph Strebler, Vicaire Apostolique de Lomé.

La dépense est imputable au Chapitre XV bis, Article 4, Paragraphe 3 du Budget Local, Exercice 1950.

Tombola

Par arrêté n° 109-50/APA du :

4 février 1950. — Le tirage de la loterie organisée par la Mission Catholique de Lomé en vue du pèlerinage à Rome, primitivement prévu pour le dimanche 5 février 1950, est reporté au dimanche 12 février 1950.

Le tirage de cette loterie aura lieu conformément aux conditions précisées par les organisateurs, et qui sont ou seront portées à la connaissance du public par voie de presse.

Est abrogé l'arrêté n° 941-49/APA du 25 novembre 1949.

Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement rendu applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, ainsi que dans tous les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T. du Territoire.

Commune-mixte de Lomé

Marché à bois

Par arrêté municipal n° 2 CM du 3 février 1950, approuvé par le Commissaire de la République :

Le marché à bois du « Petit Marché » est supprimé et transféré rue du Champ de Course.

Le bois sera entassé et aligné sur le nouvel emplacement selon les indications données par l'agent-voyer.

Aucun dépôt de bois ne devra être effectué à moins de cinq mètres des ateliers du chemin de fer et de la voie de desserte.

Le bois actuellement déposé au « Petit Marché » devra être entièrement enlevé avant le 1^{er} avril 1950.

Les infractions au présent arrêté seront réprimées par les peines prévues à l'article 471 du code pénal.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de Concours

Rédacteurs d'administration générale.

Par arrêté du 20 janvier 1950, les candidats aux concours d'entrée dans le cadre d'administration générale ne sont plus astreints à fournir l'extrait de casier judiciaire et le certificat de bonne vie et mœurs précédemment exigés.

Douanes

Pour l'année 1950, les concours pour l'accession aux grades ci-après du cadre commun supérieur des Douanes de l'A.O.F. seront ouverts à Dakar et dans les chefs-lieux des Territoires de la Fédération ainsi qu'à Brazzaville, Lomé et Yaoundé :

Pour l'accession aux grades de :	Date de concours
Inspecteur	22, 23 et 24 Août
Vérificateur	25, et 26 Juillet
Contrôleur	9 et 10 Mai
Brigadier	30 Mai
Sous-brigadier	30 Mai

Le nombre de places à pourvoir sera fixé par un arrêté ultérieur qui sera pris une fois terminées les opérations d'intégration du Cadre Commun Secondaire dans le Cadre Commun Supérieur des Douanes ainsi que celles d'intégration des Commis dans la nouvelle hiérarchie des contrôleurs-adjoints.

Agents de police

Un concours pour le recrutement de cinq agents de police stagiaires du cadre local du Togo aura lieu à Lomé le 6 mars 1950 à 7 heures, dans les bureaux du Service de la Sûreté.

Les conditions exigées des candidats sont les suivantes :

- 1° — Etre citoyen français ou citoyen de l'Union Française;
- 2° — N'être pas ancien agent de l'administration révoqué, licencié ou démissionnaire, sauf lorsque le licenciement a été prononcé pour nécessités budgétaires ou raison de santé;
- 3° — Mesurer au moins 1^m,70 de taille;
- 4° — Avoir accompli dans l'Armée de terre, de mer ou de l'air la durée légale du service ou s'être engagé volontairement pour la durée des hostilités;
- 5° — Savoir lire sommairement le français et s'exprimer clairement dans cette langue;

Les épreuves physiques du concours consistent à :

- a) — Courir le 100 mètres en 15 secondes (temps minimum)
- b) — Courir le 1000 mètres en 4 minutes (temps minimum)
- c) — Sauter 3^m,50 en longueur (distance minimum).

Les épreuves sont cotées de 0 à 20.

Toute note inférieure à 6 est éliminatoire.

Les demandes des candidats timbrées à 16 francs devront être adressées à Monsieur le Commissaire de la République au Togo (service de la sûreté) à Lomé, accompagnées des pièces ci-après :

- 1° — Un extrait de l'acte de naissance légalisé ou toute autre pièce en tenant lieu;
- 2° — Un certificat de bonne vie et mœurs;
- 3° — Un extrait du casier judiciaire;

Ces deux dernières pièces doivent avoir moins de trois mois de date.

- 4° — Un certificat médical de visite et de contre-visite attestant qu'il est apte physiquement à l'emploi qu'il sollicite et qu'il n'est atteint d'aucune affection tuberculeuse.

- 5° — Une carte d'identité avec photographie.

La date de clôture des inscriptions est fixée au 1^{er} mars 1950, dernier délai.

Avis d'examen

Magistrature d'outre-mer

La première session de l'examen professionnel de la Magistrature Outre-mer pour l'année 1950 est fixée aux 28 et 29 avril 1950.

Les conditions et le programme de cet examen sont les mêmes que précédemment. La date limite des inscriptions est fixée au 15 mars.

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1817, déposée le 8 décembre 1949, la dame Flora Koshiwoa Amégee, née à Lomé, âgée de 35 ans environ profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé, propriétaire, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, nu, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 15 a, 07 ca situé à Lomé, Commune-mixte de Lomé connu sous le nom de quartier n° 6 et borné à l'est par Wové et Assah, à l'ouest par Rue Flatters, au nord par Agbétsiafa et au sud par une rue projetée.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1818, déposée le 12 janvier 1950, le sieur Nicolas Agbégninou, né à Adangbé, âgé de 45 ans environ, profession de Mécanicien, demeurant et domicilié à Lomé, propriétaire, majeur non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble, consistant en un terrain urbain nu, en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 4 a, 29 ca situé à Lomé, Commune-mixte de Lomé connu sous le nom de quartier n° 6 et borné au nord par Akuélé Soga, à l'est par Attiodo, à l'ouest et au sud par Agbétsiafa Anthony.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1819, déposée le 21 janvier 1950, le sieur Boniface T. Dovi, né à Lomé, le 14 mai 1919 profession d'Agent d'Affaires, Géomètre et dessinateur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme mandataire des membres de la collectivité familiale « Ernest Galley Adabunu » ci-après dénommés :

- 1) Eben-Ezer Galley Adabunu;
 - 2) Anna Galley Adabunu;
 - 3) Angelica Galley Adabunu;
 - 4) Augustine Galley Adabunu;
 - 5) Théophile Luther Galley Adabunu, décédé en représentation de qui viennent ses six enfants;
 - a) Better Luther Adabunu, revendeuse à Lomé;
 - b) Gershon Luther Adabunu, demeurant à Lomé;
 - c) Annette Luther Adabunu, demeurant à Lomé;
 - d) Frida Luther Adabunu, revendeuse à Kumassi (Gold-Coast);
 - e) Christian Luther Adabunu, demeurant à Lomé
- demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant

en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 1 ha, 44 a, 0 1 ca situé à Lomé, Commune-mixte de Lomé connu sous le nom de quartier n° 10 (Abobokomé) et borné au nord par la route de Bè traversée par la route d'Anécho et la rue Jean Bart, à l'est par Pasteur Aku, à l'ouest et au sud par Anthony Attioto et Anthony Thimoty.

Il déclare que ledit immeuble appartient à ladite Collectivité et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Une construction à étage édiflée par un acquéreur connu sous le nom de monsieur Ekoué Ayayivi, Com-mis d'administration à la Douane française de Lomé.

- 6) Rosa Kossiwoa Galley Adabunu;
- 7) Benjamin S. Galley Adabunu;
- 8) Christophe Doe R. Galley Adabunu;
- 9) Daniel N. Galley Adabunu;
- 10) Paulina Massa Galley Adabunu;
- 11) Dora Y. Galley Adabunu;
- 12) Seth F. K. Galley Adabunu;
- 13) Emmanuel Y. Galley Adabunu;
- 14) Eunice V. K. Galley Adabunu;
- 15) Manasse S. Galley Adabunu;
- 16) François K. Galley Adabunu décédé et représenté par son fils, savoir :
 - a) Ernest Adabunu;
 - 17) Seth M. K. Galley Adabunu;
 - 18) Frida K. Galley Adabunu.

Suivant réquisition, n° 1820, déposée le 24 janvier 1950, le sieur Emmanuel Hlomador, né à Denu (Gold-Coast) vers 1901, profession de Commerçant, demeurant et domicilié à Palimé, propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain rural non bâti en forme d'un polygone irrégulier, complanté de caféiers, cacaoyers, bananiers et de cultures vivrières, d'une contenance totale de 19 ha, 31 a, 39 ca situé à Bogo-Ahlon-Ewunadjatsi, (cercle de Klouto) connu sous le nom de Takpanadji, et borné au nord par Kodjo Gomassi et Dogbatsé Améwu ; au sud par Michel Mensah Dola-gbenu et le ruisseau Gboglo, à l'est par Chef Salomon Akotia et Atta James Akotia et à l'ouest par le ruisseau Takpanadji.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1821, déposée le 24 janvier 1950 le sieur Godfried D. Feda, né à Agou-Klounou vers 1914, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Agou-Klounou (Cercle de Klouto), propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier, complanté de cacaoyers, d'une contenance totale de 49 a, 31 ca situé à Agou-Klounou,

cercle de Klouto, connu sous le nom d'Anyaba et borné au nord par Noli Azuma, à l'est et au sud par Adadjén et à l'ouest par Emile Kodjo et Kodjo Bah.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1822, déposée le 24 janvier 1950, le sieur Emmanuel Hlomador, né à Denu (Gold-Coast) vers 1901 profession de Commerçant, demeurant et domicilié à Palimé, propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 5 ha, 42 a, 65 ca situé à Bogo-Ahlon-Ewunadjatsi, cercle de Klouto, connu sous le nom de Laïbi et borné au nord par chef Solomon Akotia, au sud et à l'ouest par James Atta Akotia, et à l'est par Koffi Gbédé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1.823, déposée le 25 janvier 1950, le sieur Boniface T. Dovi, né à Lomé, le 14 mai 1919 profession d'Agent d'Affaires, Géomètre et Dessinateur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme mandataire de la dame Marie Anne Olympio, épouse de monsieur Homawoo, majeure, non interdite, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 2 ha, 15 a, 19 ca situé à Lomé, Commune-mixte de Lomé connu sous le nom de Plantation Olympio, et borné à l'est par Mary Olympio, à l'ouest par Lydia Olympio, au nord par un marécage et au sud par un marécage.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la dame Marie Anne Olympio et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Une hypothèque de sûreté jusqu'à concurrence de quinze mille marks au profit de la banque « Deutsch Westafrikanische Bank. Kolonial-gesellschaft » à Berlin succursale à Lomé.

Suivant réquisition, n° 1.824, déposée le 25 janvier 1950 la demoiselle Lydia Olympio, née à Lomé, le 22 avril 1922 profession de boulangère, demeurant et domiciliée à Lomé, propriétaire, majeure, non interdite jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, nu, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 2 ha, 13 a, 87 ca situé à Lomé, commune-mixte de Lomé connu sous le nom de Plantation Olympio et borné à l'est par Marie Anne Olympio, à l'ouest par Angelo Koffi Olympio, au nord et au sud par un marécage.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Une hypothèque de sûreté jusqu'à concurrence de quinze mille marks au profit de la banque « Deutsh Westafrikanische Bank, Kolonial-gesellschaft » à Berlin succursale à Lomé.

Suivant réquisition, n° 1.825, déposée le 27 janvier 1950 le sieur André Sodji, né à Anécho vers 1909 profession de maître-tailleur, demeurant et domicilié à Lomé, propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française demande l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, sur lequel se trouve édiflée une case d'habitation d'une contenance totale de 8 a, 60 ca situé à Lomé, commune-mixte de Lomé et borné au nord par Thimoty Anthony, au sud par route de Bè prolongée, à l'est par rue Jean-Bart prolongée et à l'ouest par T. 427 de Lomé à Sabino Agbéko da Silveira.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1826, déposée le 30 janvier 1950, le sieur Foly K. Joseph, né à Lomé le 19 mars 1899 profession de Commis principal d'administration, demeurant et domicilié à Lomé, propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de polygone irrégulier, d'une contenance totale de 12 a, 93 ca, situé à Lomé, commune-mixte de Lomé connu sous le nom de quartier Nyekonakpoé et borné au nord et à l'est par Goumékpé Lithur, à l'ouest par Olympio Danikey Pedro et au sud par Kadega Agbléwonou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1.827, déposée le 2 février 1950 le sieur François Gbégan, né à Ouagbo, en 1910 profession d'Acheteur de produits, demeurant et domicilié à Palimé, propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un rectangle, d'une contenance totale de 6 a, 08 ca situé à Palimé, cercle de Klouto connu sous le nom d'Atakpamé-kondji et borné au nord par Todé Adjaho, au sud par un projet de rue, à l'est par Ignace Nouglozé, et à l'ouest par Amouzouvi Joseph.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1.828, déposée le 2 février 1950 le sieur Winfried Amédodzie, né à Dayes-Atigba vers 1891 profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Dayes-Apéyemé (cercle de Klouto), propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un rectangle d'une contenance totale de 4 a situé à Palimé, cercle de Klouto connu sous le nom d'Atakpamé-kondji et borné à l'ouest par Hermann Koffi, à l'est par la route de Palimé-Atakpamé, au sud par le requérant lui-même et au nord par Hermann Koffi.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1829, déposée le 2 février 1950, le sieur François Gbégan, né à Ouagbo en 1910 profession d'Acheteur de produits, demeurant à Palimé et domicilié à Ouagbo (cercle de Klouto), propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier sur lequel se trouvent complantés de caféiers, de palmiers et de kolatiers d'une contenance totale de 32 a, 91 ca situé à Kpimé-Seva, cercle de Klouto connu sous le nom de Wuimé et borné au nord, au sud, à l'est et à l'ouest par Etienne Koffi Atsu.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1830, déposée le 8 février 1950, le sieur Setem Daketsé, né à Kpélé Agoudévé, âgé de 56 ans, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Sodo, (cercle du Centre), propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, complanté de caféiers, de cacaoyers, kolatiers, palmiers, d'orangers d'une contenance totale de 3 ha, 61 a, 07 ca situé à Sodo, cercle du Centre, et borné à l'est par Dokita Ahôssu Bouka et David Koudolo; à l'ouest par Robert Konou Kougbani; au nord par le ruisseau Yachaho et au sud par Robert Konou Kougbani et David Koudolo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,
R. ROUMIEU BONNAFOUS

BULLETIN PLUVIOMETRIQUE MENSUEL

MOIS DE DECEMBRE 1949.

*Hauteurs d'eau et nombre de jours de pluie en comparaison avec les moyennes de 60 ans
(1888 à 1947 inclus)*

STATIONS	ANNEE : 1949		MOYENNE		Excédent		Déficit	
	H	N	H	N	H	N	H	N
Lomé	0.0	0	12.8	1.1			12.8	1.1
Anécho	0.0	0	8.4	0.8			8.4	0.8
Mission-Tové	12.3	3	12.9	1.4		1.6	0.6	
Aklakou	0.0	0	15.8	1.5			15.8	1.5
Atitogon	5.8	1	48.6	2.9			42.8	1.9
Tsévié	18.3	3	25.3	2.1		0.9	7.0	
Assahoun	40.0	2	22.1	2.3	37.9			0.3
Tchekpo-Dedékpo	0.0	0	24.5	2.3			24.5	2.3
Tabligbo	0.0	0	77.0	2.0			77.0	2.0
Agbélouvé	44.0	3	33.2	2.3	10.8	0.7		
Glékové	22.9	3	56.4	2.0		1.0	33.5	
Palimé	39.0	2	40.5	3.4			1.5	1.4
Nuatja	7.3	1	25.2	2.2			17.9	1.2
Klouto	106.0	3	37.8	3.4	68.2			0.4
Daye-Kakpa			41.0	2.4				
Kpélé-Goudévé	0.0	0	24.9	3.0			24.9	3.0
Amlamé	0.0	0	24.0	2.2			24.0	2.2
Atakpamé	0.0	0	32.0	1.6			32.0	1.6
Kpessi	0.0	0	7.2	1.0			7.2	1.0
Yégué	0.0	0	13.2	1.0			13.2	1.0
Blitta	0.0	0	4.3	1.3			4.3	1.3
Sokodé	0.0	0	9.7	1.0			9.7	1.0
Tchamba	0.0	0	6.9	0.8			6.9	0.8
Aledjo	0.0		7.4	1.0			7.4	1.0
Bassari	0.0	0	10.5	0.8			10.5	0.8
Lama-Kara	0.0	0	0.1	0.5			0.1	0.5
Guerin-Kouka	0.0	0	8.1	0.9			8.1	0.9
Pagouda	0.0	0	1.5	0.4			1.5	0.4
Kandé	0.0	0	7.2	0.2			7.2	0.2
Mango	0.0	0	3.6	0.1			3.6	0.1
Dapango	0.0	0	0.3	0.1			0.3	0.1

H — hauteur d'eau en millimètres et dixièmes

N — nombre de jours de pluie

les stations sont classées dans l'ordre géographique du Sud au Nord

Nécrologie

Le Gouverneur des Colonies, Commissaire de la République Française au Togo a le regret de faire part du décès de M. Missodey Pierre, Commis d'Administration adjoint de 6^e classe, survenu à l'hôpital de Lomé le 29 Janvier 1950.

Extrait de Déclaration d'Association

(Art. 5 de la loi du 1^{er} Juillet 1901)

Date de la déclaration = 18 Janvier 1950
Titre = Association de marchandes de bois de chauffage dite « Woameno woetrivi — Etoile des pauvres »

Objet = Vente de bois de chauffage
Siège social = Lomé quartier n° 7 — Rue du Dahomey.

SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE L'OUEST AFRICAIN

Délibération du Conseil d'Administration

Augmentation de Capital

A la minute d'un procès-verbal dressé par Me Godet, notaire à Paris, soussigné, le trente septembre mil neuf cent quarante-huit portant la mention d'enregistrement suivante :

« Enregistré à Paris, premier notaires, le quatre octobre mil neuf cent quarante-huit volume 1018 ter/2, Reçu : cent francs (signé) Illisiblement ».

Se trouve annexée la copie certifiée conforme du procès-verbal de la Réunion du Conseil d'administration de la Société Commerciale de l'Ouest Africain du sept mai mil neuf cent quarante-huit, portant la mention d'enregistrement suivante :

« Enregistré à Paris, premier notaires, le quatre octobre mil neuf cent quarante-huit volume 1018 ter/2 Reçu cent francs signé Illisiblement ».

De laquelle copie il a été extrait ce qui suit :

Société Commerciale de l'Ouest Africain,
Société anonyme au capital de 386.976.000 de francs,
Siège social : 7, Rue Téhéran, Paris,
R.C. Seine 76.504.

Procès-Verbal de la Réunion du Conseil d'Administration du 7 mai 1948.

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 7 mai 1948, à 14 heures 30, au siège social, sur convocation adressée à chacun de ses membres,

Etaient présents :

M.M. J. Exbrayat Président d'honneur,
R. Carré, Président Directeur général
P. Isnard Le France, Administrateur
A. Lambert, Administrateur
L. Olivier, Administrateur

W. Schwartz, Administrateur

M. Golay, Administrateur

H. Sigg, Administrateur

Le procès-verbal de la réunion du 27 février 1948 est lu et adopté à l'unanimité,

Augmentation du Capital social de frs 386.967.000 à frs 625.000.000.

Le Président rappelle

Après échange de vues, le Président met aux voix les Résolutions suivantes qui sont adoptées à l'unanimité :

DEUXIEME RÉSOLUTION

Le Conseil d'Administration, en vertu des pouvoirs qui lui ont été donnés par l'Assemblée générale Extraordinaire du 27 septembre 1946, décide que le capital social qui, après réalisation de l'augmentation de capital en numéraire précitée, sera fixé à frs 625.000.000 et divisé en 2.500.000 actions de frs 250 nominal chacune, entièrement libérées, sera augmenté, sous la condition suspensive de la réalisation définitive de l'émission en numéraire précitée, d'une somme de frs 125.000.000 et porté à frs : 750.000.000, au moyen de :

1^o — l'incorporation au capital de pareille somme de frs 125.000.000 qui sera prélevée sur le montant de la « Réserve spéciale de Réévaluation ».

2^o — la remise gratuite aux actionnaires à raison de UNE action nouvelle pour CINQ actions anciennes, de 500.000 actions de frs 250 nominal chacune, entièrement libérées, numérotées de 2.500.001 à 3.000.000.

Cette attribution gratuite s'effectuera à partir d'une date qui sera fixée ultérieurement par le Conseil après la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire précitée aux propriétaires des 2.500.000 actions anciennes nos 1 à 2.500.000 à raison de une action gratuite pour cinq actions, sans qu'il soit tenu compte des fractions.

Ceux de ces propriétaires qui n'auraient pas un nombre d'actions dont les numéros sont compris entre 1 et 2.500.000 correspondant à un nombre entier d'actions gratuites pourront se réunir pour exercer leur droit, sans qu'il puisse résulter de ce fait une attribution indivise, la société ne reconnaissant qu'un seul propriétaire pour chaque action.

Ces 500.000 actions gratuites dont les droits seront identiques à ceux des actions anciennes, seront créées jouissance du 1^{er} avril 1948. Dans les bénéfices qui pourront être répartis au titre de l'exercice ayant commencé le 1^{er} avril 1948 et des exercices ultérieurs, ces actions nouvelles auront droit au même dividende brut que celui qui pourra être distribué aux actions anciennes.

L'attribution se fera sur présentation du coupon n° 50. virement C.C.D.V.T. bon de droit correspondant ou sur présentation du certificat nominatif pour estampillage au siège social et auprès des banques habituelles.